United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

TRUSTEESHIP
COUNCIL

CONSEIL
DE TUTELLE

T/P.V.127
7 February 1949
French.

CONSEIL DE TUTELLE

Quatrième session.

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA ONZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 7 février 1949, à 14 heures 30

Président : M. LIU CHIEH (Chine)

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté sans discussion.

EXAMEN DES PETITIONS ENUMEREES DANS L'ANNEXE A L'ORDRE DU JOUR (T/234, T/234/ADD.1, T/240, T/241, T/245)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Avant de demander aux membres du Conseil de poser des questions ou de faire des commentaires, j'aimerais demander au Conseil s'il veut bien anticiper un peu et regarder la procédure exacte que nous devrions suivre en ce qui concerne le reste des pétitions concernant le Ruanda-Urundi. J'ai de nouveau examiné ces pétitions depuis la dernière séance et je prends note que nous approchons du point d'où nous pouvons réellement arriver à soulever des problèmes généraux plutôt que d'arriver à des plaintes personnelles. Nous devrions faire notre travail comme nous l'avons fait jusqu'à présent, en prenant tout d'abord les plaintes personnelles et en laissant de côté les questions de politique générale ou d'application générale. Lorsque nous aurons examiné toutes les pétitions personnelles, nous pourrions essayer de faire une liste des problèmes généraux et d'avoir une discussion générale sur les chapitres du rapport de la mission de visite auxquels ces plaintes ont trait.

Une telle discussion nous donnerait les informations nécessaires et le Conseil pourrait alors disposer un à un de ces problèmes généraux que les pétitions ont soulevés.

Si le Conseil est d'accord sur cette procédure, notre programme immédiat sera le suivant:

Nous prendrons la plainte de M. Ahmed Ishak au sujet de l'emprisonnement de celui-ci et de ses pertes financières.

Nous en viendrons ensuite à la plainte de M. Moladad Pirandita, qui figure à la page 4 du document T/234.

Ces deux pétitions soulèvent des questions d'injustices ou de discriminations envers des Asiens. Ces parties des pétitions, nous les laisserons de côté pour l'instant.

La pétition suivante est celle du Mwami de l'Urundi qui demande le retour à son pays d'un district qui fait maintenant partie du Tanganyika. Nous pourrions nous occuper de cette pétition immédiatement en tenant compte des observations qui se trouvent dans la deuxième partie du rapport de la mission de visite. Le problème et la documentation qui s'y rapporte sont satisfaisants en eux-mêmes et ne semblent pas soulever des problèmes généraux qui devraient nous renvoyer à la première section du rapport.

Les deux pétitions anonymes 6 et 7 n'ont pas trait à des questions personnelles mais concernent uniquement des questions de politique. Pour autant qu'il s'agit du fond, nous pourrions passer d'une façon complète sur ces pétitions, jusqu'au moment où nous arriverons à la partie intéressante du rapport de la mission de visite.

La pétition No. 8 soulève également la question d'une représentation plus considérable dans l'administration locale. Cela demande par conséquent une autre étude, puisque cette pétition a trait à des questions générales.

La pétition No. 9 de Francis Rukeba pose une question politique d'application générale que nous reprendrons au moment de la discussion du rapport.

La pétition No. 10 concerne une plainte personnelle dont nous pourrions nous occuper et une allusion à une discrimination que nous traiterons plus tard.

La pétition No. 7 a trait à des questions politiques et non pas à une question personnelle.

Nous en arrivons maintenant aux pétitions qui traitent de questions personnelles.

J'hésite maintenant à soulever un nouveau débat général sur la procédure, mais il me semble, d'après l'expérience de la dernière séance qu'il vaudrait mieux établir maintenant la procédure que nous emploierons pour l'étude de nos problèmes. J'espère que les suggestions que j'ai faites paraîtront acceptables aux membres du Conseil de tutelle.

M. RYCKMANS (Belgique): Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec vous sauf en ce qui concerne un point. Vous avez mentionné deux pétitions, la pétition No. 6 et la pétition No. 7, qui sont des communications anonymes et qui n'ont pas été renvoyées au Conseil par le Comité spécial qui a été chargé d'examiner les pétitions. Avant que ces pétitions figurent à l'ordre du jour, il faudra que le Conseil se prononce sur le principe de l'admission des pétitions qui constituent des communications anonymes.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je suggère que nous réglions cette question lorsque nous arriverons à l'examen de ces pétitions. En attendant, nous poursuivrons l'examen des pétitions dans l'ordre que j'ai indiqué tout à l'heure et nous commencerons par la pétition No. 3, celle de M. Ahmed Ishak. Celui-ci se plaint de la situation faite aux Asiens sur le Territoire du Ruanda-Urundi.

Suivant la procédure que nous avons adoptée, nous pouvons laisser la discussion de cette question jusqu'au moment où nous prendrons le

rapport général de la mission de visite. Maintenant, nous devrions examiner la plainte personnelle de M. Ahmed Iahak qui a trait à une peine de prison pour du trafic d'or. Il dit avoir subi de ce fait des dommages financiers importants. Il y a des observations du Gouverneur du Ruanda-Urundi dans l'annexe du rapport de la mission de visite, document T/217/Add.1, pages 22 à 26. Les observations de la mission elle-même figurent aux pages 26 à 28. Il y a d'autres commentaires de l'Administration, document T/240, pages 7 et 8. On verra que la mission de visite dit qu'il s'agit là d'un cas assez compliqué. Le pétitionnaire a été condamné à une peine de prison en 1938 pour trafic d'or. Pendant qu'il était en prison, ses affaires ont été en déclinant et il a été déclaré en faillite en 1939, puis de nouveau en 1946. Dans la même année, un ordre de déportation a été pris à son égard ayant pour base sa condamnation de 1938. La mission de visite dit que bien que l'ordre de déportation intervenu à la suite d'une condamnation encourue dix ans auparavant puisse apparaître comme une application un peu vigoureuse, elle ne recommande pas qu'on réexamine l'affaire avec un esprit d'indulgence.

Si aucun commentaire n'est formulé, je considérerai que le Conseil approuve les observations de la Mission de visite et que, par conséquent, il ne recommande aucune mesure dans ce cas.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) : La Mission de visite spécifie dans son rapport (document T/217/Add.1, page 30.) que "le fait, par le pétitionnaire, de porter de graves accusations contre des fonctionnaires et des magistrats et, par sa passivité, de ne les appuyer d'aucun commencement de preuve, n'incline pas à recommander à l'Autorité chargée de l'administration qu'il soit procédé à un nouvel et bienveillant examen du cas du pétitionnaire."

Cependant, une étude plus approfondie du rapport permet de déceler que c'est le manque de temps qui a empêché la Mission de visite d'étudier plus à fond ce problème.

A la page 20 du rapport, on lit, en effet, "qu'il est inutile d'approfondir la question maintenant, étant donné le peu de temps dont dispose la Mission qui a encore d'autres personnes à interroger."

Il ressort également du rapport que la Mission de visite n'a pas été à même d'étudier à fond les affirmations du pétitionnaire, puisqu'elle n'a pas pu entrer en contact une deuxième fois avec lui, bien qu'elle lui ait signifié son intention de le voir par l'intermédiaire d'amis de l'intéressé.

Je ne suis pas certain que ces circonstances permettent d'appuyer la conclusion que le pétitionnaire "a porté de graves accusations contre des fonctionnaires et des magistrats" sans les "appuyer d'aucun commencement de preuve". A ce propos, je répète que la Mission de visite manquant de temps n'a pas été à même de faire une enquête complète et d'entrer en contact une seconde fois avec le pétitionnaire.

Ma délégation ne voit pas très bien comment elle pourrait appuyer les recommandations de la Mission de ne pas procéder à un nouvel examen bienveillant du cas du pétitionnaire, par le simple fait que les accusations contre des fonctionnaires et des magistrats n'ont pas été appuyées par des preuves suffisantes. Ces accusations n'ont aucun rapport direct avec l'objet de la pétition, à savoir la déportation de l'intéressé. La raison de celle-ci semble être une condamnation prononcée en 1938. Or, l'intéressé a purgé sa peine.

On peut soulever la question de savoir si l'Autorité chargée de l'administration peut, après dix ans, invoquer une condamnation pour justifier une déportation.

Un précédent ayant été établi dans le cas de Mulla Atta Muhammad, pour lequel on a recommandé de faire preuve d'indulgence, un traitement similaire pourrait peut-être être accordé à l'auteur de la pétition dont nous

nous occupons. Ainsi que le Président l'a indiqué, le pétitionnaire a été déclaré deux fois en faillite, mais, dans le premier cas, il se trouvait en prison, n'avait par conséquent aucune possibilité de s'occuper de ses affaires et, au surplus, a intégralement désintéressé ses créanciers.

Si la faillite devait être considérée comme une raison pour la déportation, nous ne devrions nous occuper que de celle qui est survenue en 1946. D'autre part, le Conseil devrait examiner la question de savoir si réellement une faillite est un motif suffisant pour la déportation.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant des Philippines a proposé que le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de réexaminer l'affaire dans un esprit bienveillant en se fondant sur le fait que l'ordre de déportation serait le résultat d'une condamnation purgée par le pétitionnaire il y a dix ans.

Y a-t-il des observations à ce sujet ?

M. RYCKMANS (Belgique) : Il y a un certain nombre d'erreurs dans l'exposé que nous a fait le représentant des Philippines.

Tout d'abord, le condamné Ahmed Ishak a été libéré conditionnellement la première fois.

En second lieu, il a été condamné deux fois après sa mise en liberté.

En troisième lieu, la récente faillite a rapporté aux créanciers 7.375 francs pour 600.000 francs de déficit, c'est-à-dire à peu près un pour cent.

Enfin, ce n'est pas en raison d'une condamnation datant de 1938 que l'expulsion de Ahmed Ishak a été prononcée, mais en raison de sa conduite après sa libération conditionnelle. Bien entendu, on a tenu compte, pour prendre la décision, de ses antécédents judiciaires.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Dans les observations présentées par la mission de visite, je vois que le pétitionnaire a repris ses affaires après sa libération et qu'il a ensuite été de nouveau déclaré en faillite en janvier 1946. Le Parquet a introduit contre lui une action pour banqueroute frauduleuse et il a été acquitté. Si je comprends bien les observations du représentant de la Belgique, l'ordre de déportation est fondé, non pas sur la condamnation de 1938, mais plutôt sur la conduite du pétitionnaire après sa libération. Puisque le pétitionnaire a été déchargé de l'accusation de banqueroute frauduleuse, je me demande si le représentant de la Belgique base ses observations sur d'autres renseignements qu'il aurait reçus personnellement.

M. RYCKMANS (Belgique) : Monsieur le Président, j'ai dit que le pétitionnaire avait été expulsé, non pas à raison de la condamnation prononcée contre lui il y a dix ans, mais à raison de l'exemple de sa conduite, à raison du fait qu'après avoir été l'objet d'une première condamnation, à la suite de laquelle il a été libéré conditionnellement, il a subi deux autres condamnations judiciaires et que, sans avoir été condamné pour banqueroute frauduleuse, il a été déclaré en faillite une seconde fois.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amerique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais entendre les observations du Président de la mission de visite.

En effet, si nous consultons le rapport de la mission de visite auquel le représentant des Philippines vient de se référer, nous voyons, au bas de la page 28 du document T/217/Add. 1, que la mission estime, d'une part que les autorités locales sont seules juges de la mesure prise et, d'autre part, que le pétitionnaire porte des accusations sans preuves sérieuses contre l'administration; la mission de visite n'estime donc pas utile d'apporter un esprit d'indulgence dans l'examen de la requête du pétitionnaire. Nous voudrions certainement tous tenir compte de la première partie de ce raisonnement ; si je l'ai bien comprise, cette déclaration semble indiquer le point de vue de la mission de visite ; je pense que ce Conseil désirera l'appuyer.

Naturellement, il est toujours bon de faire montre d'indulgence. Mais l'autorité chargée de l'administration supporte la charge du coût de l'emprisonnement et de l'entretien des délinquants.

D'autre part, suivant les données que nous avons sous les yeux, le pétitionnaire est un récidiviste qui s'est livré au trafic de l'or plus d'une fois, pratique qui est contraire à l'intérêt de l'ensemble des habitants du territoire sous tutelle et qui, par conséquent, devrait être empêchée.

A mon avis, la question de savoir si cet individu est indésirable ou non et si, par conséquent, il est de l'intérêt de la population ou non de l'expulser, regarde surtout l'administration ; c'est une question qui doit être traitée par l'autorité administrante. Dans des cas exceptionnels, le Conseil peut recommander à l'administration qu'elle examine à nouveau l'acte qu'elle a pris ou bien il peut exprimer l'espoir que l'individu soit traité avec indulgence. Mais nous ne devons pas oublier que nous n'administrons pas le territoire ; nous surveillons l'autorité administrante dans l'exercice de ses fonctions et, je le répète, cette autorité porte le fardeau découlant de l'entretien de ceux qui ont des penchants criminels. J'ai été moi-même chargé de l'entretien des prisonniers dans l'Etat du Massachusetts ; je sais à quoi revient cet entretien.

Pour tous ces motifs, Monsieur le Président, j'aimerais entendre les commentaires du Président de la mission de visite, afin de pouvoir élucider de quel genre d'individu il s'agit ici et pourquoi la mission de visite a fait la déclaration reproduite à la page 28 de son rapport.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En effet, il serait extrêmement utile que, au cours de l'examen des pétitions touchées par la mission de visite au Rwanda-Urundi, le Président de la mission de visite prenne place à la table du Conseil et exprime ses vues au fur et à mesure que le Conseil examinera les pétitions.

(M. Laurentie, Président de la mission de visite, prend place à la table du Conseil).

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole à M. le Gouverneur Laurentie, je désire signaler que je suis quelque peu troublé par certaines observations de la mission de visite sur ce cas particulier. Car cette mission a recommandé l'indulgence dans des cas qui ne semblent pas différer énormément de tel autre cas où elle exprime une opinion contraire. Je rappellerai que le Conseil a recommandé l'indulgence dans un cas où le pétitionnaire était établi dans le territoire depuis seize ans et la demande d'appliquer l'indulgence semblait être basée sur cette longue durée de résidence. Mais, dans un cas où l'indulgence n'avait pas été recommandée, il s'agissait d'un pétitionnaire ayant séjourné

vingt-neuf ans, c'est-à-dire beaucoup plus longtemps que dans le cas où l'indulgence avait été recommandée. Si j'ai toutes raisons de croire que les documents fournis contiennent d'autres raisons pour justifier la sentence, les cas ne me semblent pas extrêmement différents les uns des autres ; ils concernent des délits de même nature.

J'indique également que je note qu'il n'y a qu'une seule condamnation à trois ans de prison ; je n'en vois pas d'autre et, puisque le pétitionnaire avait été acquitté de cette accusation, je ne crois pas qu'on puisse le considérer comme coupable.

J'ai fait ces observations parce que je pense que le Conseil devrait être guidé par certaines données permanentes plutôt que de prendre ses décisions un peu au hasard lorsqu'il s'agit de recommandations.

M. LAURENTIE : Monsieur le Président, si les membres de la mission de visite se sont prononcés ensemble dans le sens que le Conseil a pu lire, c'est parce qu'en l'espèce, le cas du pétitionnaire, en dépit du long séjour qu'il a fait au Ruanda-Urundi, ne lui a pas paru extrêmement intéressant. A côté de cette condamnation pour banqueroute, qui est un fait certain sur lequel l'administration locale pouvait s'appuyer, M. Ahmed Ishak a éprouvé le besoin et je crois que ceci a déterminé la mission de visite à ne pas se montrer particulièrement favorable à son cas - de mettre dans sa pétition un certain nombre d'assertions apparemment infondées et probablement calomniatrices, non seulement à l'égard d'individus en particulier, mais à l'égard de la magistrature belge en général, représentée par le procureur du roi.

C'est tout de même un fait assez grave, qui ne recommandait pas spécialement le pétitionnaire à l'indulgence de la mission de visite, qui sans doute ne le recommandera pas à l'indulgence du Conseil.

De façon générale, comme je crois l'avoir déjà dit l'autre jour devant le Conseil, il y a deux ordres de faits à travers toutes ces pétitions : d'une part, certains faits qui peuvent être examinés et considérés sous l'angle du principe de la discrimination; d'autre part, des faits purement personnels dont peuvent se plaindre ou se sont plaintes certaines personnes en particulier.

Dans cette affaire-ci, il ne semble pas le moins du monde qu'il y ait trace de discrimination, excepté en ce qui concerne des faits que le pétitionnaire avance à l'égard d'autrui et qu'au surplus il ne prouve pas. En revanche, en ce qui concerne les faits dont il se plaint lui-même, il n'y a évidemment aucune sorte de discrimination; on lui a tout simplement appliqué la loi et la mission de visite n'a pas pensé qu'on dût faire exception à la loi en sa faveur.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : A considérer le document T/240 (pages 7 et 8/), on constate que le pétitionnaire a été reconnu coupable à plus d'une reprise puisque trois condamnations ont été prononcées contre lui. Il s'agit bien d'un récidiviste.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il semble que les autres délits mentionnés au document T/240 soient d'une nature différente des délits ayant entraîné condamnations. Ces autres délits, d'un ordre plus léger, autorisent à marquer une différence.

M. LIN MOUSHENG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Comme membre de la mission de visite, je m'en tiens aux observations de cette dernière. La mission de visite se déclare, en propres termes, peu encline à l'indulgence et n'envisage pas de demander à l'Autorité chargée de l'administration une nouvelle enquête.

Ceci ne veut pas dire que, dans l'esprit de la mission de visite, rien ne puisse être fait. Au nom de la délégation chinoise, j'ai dit l'autre jour que l'exécution des arrêtés d'expulsion devrait pouvoir être influencée par la longueur du séjour.

A propos du cas actuel, je voudrais exprimer une vue similaire. Le Conseil de tutelle, en considérant la pétition N° 2, a définitivement recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de réexaminer l'affaire dans un esprit d'indulgence. Je me permets, pour ce qui est de la pétition N° 3, d'appuyer le point de vue de la délégation des Philippines.

Le Conseil de tutelle exprimerait sa confiance à l'Autorité chargée de l'administration dans l'application de la réglementation relative à l'expulsion du territoire. En même temps, il demanderait à cette Autorité, pour le cas où elle l'estimerait utile et compte tenu de la longueur du séjour du pétitionnaire, d'étudier la possibilité de surseoir à l'exécution de l'ordre d'expulsion sous réserve de la bonne conduite de l'intéressé.

L'ordre d'expulsion ne serait pas annulé. Mais peut-être l'Autorité pourrait-elle, conditionnant ceci à la bonne conduite du pétitionnaire, envisager de surseoir à l'application de la mesure.

M. RYCKMANS (Belgique) : La tentative du représentant de la Chine de donner satisfaction à tout le monde me paraît plutôt de nature à amener le Conseil à prendre une décision en réalité susceptibleⁿⁱ/de ne donner satisfaction à tout le monde - comme c'est le désir du représentant de la Chine -, ni d'augmenter le prestige du Conseil de tutelle au Ruanda-Urundi.

On demanderait à l'administration, pour le cas où elle l'estimerait opportun, de réexaminer l'affaire en vue de suspendre éventuellement l'ordre d'expulsion et l'on informerait le pétitionnaire de la suite réservée à sa pétition.

Qu'est-ce que le pétitionnaire comprendrait à cela ? Le Conseil de tutelle demande-t-il à l'administration de ne pas l'expulser ? Ou bien le Conseil de tutelle renonce-t-il à intervenir ?

Si le Conseil de tutelle renonce à intervenir, il est inutile de dire à l'Autorité chargée de l'administration qu'elle peut réexaminer l'affaire si elle le juge opportun ; cela, elle peut le faire quand elle veut.

Si, à la suite de ce nouvel examen, comprenant à demi-mot le désir exprimé par certains membres du Conseil de tutelle, l'Autorité chargée de l'administration revenait sur sa décision, elle renverrait au Ruanda-Urundi un homme qui a été condamné du chef de recel et trafic d'or, qui a été condamné pour infraction à la législation sur les prix maxima, qui a été, à deux reprises, déclaré en faillite

(il a été réhabilité une première fois, c'est entendu, mais il a été déclaré en faillite une seconde fois). L'Autorité renverrait au Ruanda-Urundi un homme qui est un petit boutiquier, qui vous dit lui-même que, du fait de son emprisonnement ou de son expulsion, il a subi une perte qu'il évalue à 20 millions de francs!

Eh bien, pour qu'il ait pu perdre 20 millions de francs, tout au moins pour que l'action de l'administration, en le mettant à la porte du pays, l'ait empêché de gagner 20 millions, il faut qu'il ait rudement volé les pauvres indigènes!

Si l'homme revient au Ruanda-Urundi, tout le monde dira que c'est à la suite de l'action du Conseil de tutelle, envers lequel la population indigène de ce territoire n'aura pas lieu d'être reconnaissante.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :
Le Conseil de tutelle semble en danger de perdre le sens des proportions par une sympathie déplacée pour un homme qui n'est pas de bon aloi. Il convient plutôt de protéger contre de tels êtres la population indigène. Il est du devoir du Conseil de tutelle d'aider l'Autorité chargée de l'administration à le faire. Le Conseil de tutelle devrait faire sienne la recommandation contenue dans le rapport de la mission de visite tendant à ne pas prendre d'autre action en l'occurrence.

M. PADILLA NERVO (Mexique) (interprétation de l'anglais) :
Je voudrais faire une observation de caractère général similaire à celle que j'ai présentée lorsque nous considérons la pétition précédente. Le Conseil pourrait demander, me semble-t-il, à l'autorité administrante de recueillir certaines informations concernant l'application des peines pour les délits. En effet, je suis un peu choqué car d'après les principes généraux, un homme ne devrait pas être jugé deux fois pour la même offense. Je ne sais pas exactement quelle est la situation, mais dans le document T/240 on indique que cet homme a été réhabilité de la première faillite et, déclaré, en 1946, insolvable pour la deuxième fois, poursuivi pour banqueroute. On explique ensuite pourquoi il a été acquitté. Donc, il a été lavé de la première infraction et acquitté de la deuxième, et après un certain nombre d'années le Gouvernement décide, étant donné les délits précédents pour lesquels il avait déjà payé en quelque sorte, de l'expulser du pays pour ce motif.

Je suis d'accord avec le représentant du Royaume-Uni qui vient de prendre la parole, mais il n'est pas pour moi question de recommander simplement d'être bon dans tous les cas. Les observations que je viens de faire se rapportent à la situation générale de chaque habitant du Ruanda Urundi. Je voudrais que le représentant de la Belgique nous dise quelles garanties possède un homme qui a déjà subi certaines peines pour certaines fautes, que ces fautes ne serviront pas pour une autre punition, à la discrétion des autorités administrantes, après un certain nombre d'années.

Le représentant de la Belgique nous a dit que l'homme dont le cas nous occupe avait été libéré conditionnellement. Dans le rapport des autorités administrantes, rien n'est dit à ce propos. On y déclare simplement qu'il a été acquitté de la première offense, mais on ne précise pas que c'était d'une manière conditionnelle.

M. RYCKMANS (Belgique) : Monsieur le Président, le prévenu a été condamné à trois ans de prison pour recel d'or et provocation à vol d'or. Il a été mis en liberté conditionnelle après avoir fait la moitié de sa peine pour la condamnation à la servitude pénale du chef de recel d'or. Ensuite il a été déclaré en faillite. Chez nous, la faillite est une action purement commerciale. Il n'a pas été condamné pour la faillite, il n'a pas été poursuivi pour la première faillite. En d'autres termes, la première fois il a été mis en faillite mais n'a pas été condamné pour banqueroute ou banqueroute frauduleuse. Par la suite, il a payé les créanciers de sa première faillite et a été réhabilité. La réhabilitation est encore un acte

purement civil qui n'a rien à voir avec une condamnation judiciaire. Il avait été mis en faillite et sa faillite a été levée ; donc, après remboursement de ses créanciers, il ne se trouvait plus en faillite et pouvait de nouveau commercer.

Par la suite, il a été déclaré en faillite de nouveau et, cette fois, comme il y avait des irrégularités dans sa situation, il a été poursuivi. Il a été acquitté, mais sur deux des chefs de poursuite, il l'a été parce qu'il y avait prescription et non pas parce qu'il n'avait pas commis les faits. Ensuite, il fut l'objet de deux condamnations plus une amende transactionnelle, qui a été réglée sans condamnation, pour violation de la législation sur le contrôle des prix et vente à des indigènes à des prix dépassant les maxima. Il a été condamné encore une fois pour exportation illégale d'un camion automobile qu'il avait exporté sous le couvert d'un permis temporaire et qu'il n'avait pas rentré dans le pays. On sait très bien comment les véhicules se vendaient au marché noir à cette époque.

A la suite de tous ces événements, quand il a été déclaré en faillite une seconde fois après deux condamnations judiciaires, il a été expulsé. Quand vous dites qu'on l'a poursuivi deux fois pour le même fait, il n'en est rien. L'expulsion qui a été prononcée était motivée par la condamnation du chef d'une infraction prévue par un traité d'extradition. Autrement dit, quand un homme est condamné pour infraction grave, pour une infraction prévue par les traités d'extradition, il peut, à sa sortie de prison, être expulsé.

Voilà la situation exacte. Maintenant, si le Conseil veut recommander au Gouvernement de se montrer conciliant vis-à-vis de cet homme et de le laisser dans le pays, qu'il le fasse. Il prendra ses responsabilités et je vous assure que la population indigène du Ruanda Urundi saura très bien apprécier ce geste de bienveillance de la part du Conseil de tutelle.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant des Philippines a proposé que le Conseil recommande l'indulgence pour ce cas. Le représentant de la Chine suggère de son côté - je ne crois pas qu'il le propose formellement - certaines mesures qui, à mon avis, ne sont pas pratiques. Il recommande une action définitive plutôt que de demander simplement à l'autorité administrante de réexaminer l'affaire. Ce serait en effet aller plus loin que recommander une révision de l'affaire, que de demander la suspension d'un ordre, ce qui est en fait une mesure définitive.

Je vais maintenant mettre aux voix la proposition du représentant des Philippines.

Il est procédé au vote à main levée.

La proposition est rejetée par 5 voix contre 2.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La décision du Conseil est donc de répondre au pétitionnaire qu'aucune action n'est entreprise par le Conseil en sa faveur.

Nous passons maintenant au cas de Molada Eirandita, document T/PET.3/4. Il s'agit également du document T/234, page 4.

Ce pétitionnaire se plaint d'un traitement personnel et il lance également une accusation de discrimination contre les Asiatiques en général. Il déclare que lorsqu'il fit un voyage aux Indes, en 1939, les autorités pénétrèrent dans sa maison pour chercher de l'or; elles l'arrêtèrent pour un temps assez court à son retour, mais le relâchèrent parce qu'il était innocent. Il dit également qu'en 1942, il fut éloigné par force et qu'en 1943 on lui refusa une parcelle de terrain. Il se plaint aussi d'une attaque dirigée contre son magasin en 1947, de la façon dont il fut traité par le tribunal et de ses impôts.

Vous trouverez la réponse de l'administration locale aux pages 30 et 34 de l'annexe au rapport de la mission de visite. La mission elle-même, comme l'indiquent les pages 34 et 35, a considéré ces plaintes comme non justifiées et déclare qu'aucune recommandation ne doit être faite aux autorités belges sur ce cas.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais savoir si la mission de visite a pris contact avec le pétitionnaire lui-même, ou si elle a seulement examiné le dossier.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La parole est au Président de la mission de visite.

M. LAURENTIE (France) (Président de la mission de visite) : La mission de visite n'a pas entendu elle-même le pétitionnaire; elle a simplement réuni un dossier très complet, répondant aux divers chefs de plainte que le pétitionnaire avaient réunis dans sa requête.

Je dois indiquer d'ailleurs qu'il eût été impossible d'arriver à entendre tous les pétitionnaires. Chaque fois qu'un pétitionnaire a demandé à être entendu alors qu'il se trouvait à portée de la mission de visite, il a été entendu. Mais s'il ne demandait pas à être entendu, et surtout s'il ne se trouvait pas à portée de la mission de visite, le programme de la mission était assez chargé pour que l'on fût empêché d'aller au-devant des demandes des pétitionnaires. Cela a été le cas dans cette affaire-là.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il d'autres observations ? ...

La conclusion de la mission de visite, que vous trouverez à la page 38 du texte français du document T/217/Add.1, est la suivante :

"En définitive, la mission estime que les renseignements recueillis au cours de l'enquête à laquelle elle a procédé ne font ressortir aucun fait justifiant la présentation de recommandations à l'autorité belge."

S'il n'y a pas d'autre observation, j'en déduirai que le désir du Conseil est de s'en tenir aux conclusions de la mission de visite, c'est-à-dire de ne faire aucune recommandation en ce qui concerne cette pétition, et de répondre dans ce sens au pétitionnaire.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous arrivons au cas de Mwambutsa, Mwami de l'Urundi. Le pétitionnaire est l'un des chefs suprêmes indigènes de l'Urundi. Il demande le retour à son royaume de la région de Bugufi, laquelle, dit-il, a été attribuée par erreur au Territoire du Tanganyika lorsque la frontière a été tracée après la première guerre mondiale.

Sur ce sujet, nous avons les observations de l'administration belge et de l'administration britannique aux pages 46 et 47 du document T/217/Add.1.

La note du Gouverneur belge dit que l'objet de cette pétition dépasse la compétence du gouvernement local et que la requête a donc été

transmise au Gouvernement belge, à toutes fins utiles.

La note britannique, qui figure aux pages 47 et 48 du même document, explique la façon dont la frontière a été tracée.

La mission de visite indique que, du point de vue géographique, la région de Bugufi dépend de l'Urundi et que, d'une façon générale, on s'accorde à dire que les habitants sont de la même origine.

La mission suggère que le Conseil de tutelle recommande à la Belgique et au Royaume-Uni de se consulter sur le retour éventuel du Bugufi au Ruanda-Urundi, et que les habitants de cette région soient consultés, sous les auspices du Conseil de tutelle, avant qu'une décision soit prise.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'étais moi-même Résident de l'Urundi à l'époque où a eu lieu la cession du Bugufi au Territoire du Tanganyika et au moment où il a été question du retour de cette région à l'Urundi. Il est inutile de dire que, sentimentalement, mes sympathies vont à la pétition de Mwambutsa. Je suis toutefois autorisé par mon Gouvernement à dire - et je le dis avec la conviction personnelle qu'il en est ainsi - que le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique sont en consultations au sujet de cette affaire, comme l'a suggéré la mission de visite.

En outre, je puis donner au Conseil l'assurance que rien de grave n'arrivera, aucune difficulté sérieuse ne sera infligée à la population, qui est habituée à cette situation depuis trente ans maintenant, si le Conseil consent à remettre sa décision au sujet de cette pétition jusqu'à ce que le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique aient pu terminer l'étude de cette question, qui est actuellement pendante devant les services des deux Gouvernements.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Une carte a été préparée à propos de cette pétition; elle a été distribuée aux membres du Conseil.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ainsi que vient de l'expliquer mon collègue belge, le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique sont entrés en consultations en ce qui concerne la question soulevée dans cette pétition, et ils informeront le Conseil de tutelle des résultats de ces consultations lorsqu'elles auront été menées à bonne fin.

Comme vient de le dire M. Ryckmans, nous avons la certitude que, jusqu'à ce que cette enquête préliminaire soit terminée, la prolongation de la situation actuelle n'entraînera pour la population indigène aucune difficulté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il d'autres observations ? ...

Je pense que, puisque la question est déjà soumise à des consultations entre les deux Gouvernements intéressés, le Conseil sera d'avis qu'il ne doit prendre aucune mesure en la circonstance, mais qu'il y a lieu simplement de répondre au pétitionnaire que la question a été posée au Conseil de tutelle et que les Autorités chargées de l'administration ont engagé des consultations en vue d'arriver à une solution.

M. HOOD (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement faire remarquer que, dans les consultations entre les deux Gouvernements intéressés, il y aura lieu de tenir compte des désirs de la population locale. C'est d'ailleurs ce que recommande le rapport de la mission de visite et cela doit être important pour le Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suis entièrement d'accord avec le représentant de l'Australie : c'est un point très important.

Le Conseil est-il d'avis que la consultation de la population devrait être faite par le Conseil de tutelle ou sur son initiative, ou estime-t-il qu'une telle consultation devrait être entreprise par les Autorités chargées de l'administration ?

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Nous estimons qu'il s'agit là de l'aspect le plus important de la question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je alors demander aux représentants des Autorités chargées de l'administration s'ils ont l'intention d'établir quels sont les désirs des populations indigènes ? Dans l'affirmative, le Conseil pourrait peut-être abandonner cette affaire aux Autorités chargées de l'administration.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous abordons, maintenant, la question de deux pétitions anonymes. Les points soulevés peuvent être discutés avec les parties afférentes du rapport de la mission de visite. Mais la question est de savoir si ces pétitions sont admissibles ou non.

Le représentant de la Belgique a indiqué qu'il convenait de déterminer si des communications anonymes sont, en fait, des pétitions et si elles sont recevables. En conséquence, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le rapport du Comité ad hoc des pétitions. Vous voudrez bien noter, Messieurs, que le dit rapport fait état de deux pétitions au sujet desquelles le Comité n'a pu se mettre d'accord. Il s'agit des pétitions anonymes T/Pet. 6 et 7. Sur la question de savoir si oui ou non le Conseil devait les examiner, deux voix se sont prononcées pour, deux autres contre.

Les représentants du Mexique et de l'URSS avaient demandé que le rapport du Comité tînt compte du fait que les délégués avaient estimé, en principe, que rien, dans la Charte comme dans le Règlement, n'excluait les pétitions anonymes.

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il ne s'opposait pas à ce que de telles communications soient soumises au Conseil de tutelle, mais qu'il ne pouvait les considérer comme des pétitions.

Ainsi que je l'ai dit, le représentant de la Belgique a, de nouveau, soulevé cette question et je voudrais, maintenant, demander s'il y a des observations sur ce point.

M. PADILLA NERVO (Mexique) (interprétation de l'anglais) : Une distinction devrait être faite parmi les pétitions anonymes. D'une part, il y a celles qui constituent des attaques contre les Autorités chargées de l'administration ou contre des personnes quelconques, mais qui émanent de personnes qui se cachent sous l'anonymat; d'autre part, il y a les pétitions qui ne sont pas signées mais qui représentent

des requêtes de caractère général au sujet d'une situation spéciale existant dans les territoires sous tutelle.

Je pense que ce qui doit nous guider, c'est le fond même de la pétition.

Dans cette pétition particulière, nous voyons que son auteur propose des améliorations aux systèmes de santé, d'hospitalisation et d'instruction et, surtout, il demande l'interdiction d'user du fouet et d'utiliser le travail forcé pour la construction des routes.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : La parole est au représentant de la Belgique pour une motion d'ordre.

M. RYCKMANS (Belgique) : La question est de savoir si cette pétition peut être discutée. Je crois qu'il n'est pas admissible que le représentant du Mexique aborde le fond des questions soulevées par la pétition.

Nous avons à déterminer, aujourd'hui, si une communication anonyme peut être considérée comme une pétition. Si tel est le cas, le représentant du Mexique discutera à loisir le fond de la présente pétition, mais, pour le moment, elle n'est pas soumise à l'examen du Conseil.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Pour autant que je comprends la situation, le représentant du Mexique voudrait établir un point. Son argument, je pense, consiste à dire qu'une communication anonyme peut être reçue comme une pétition si le fond même est justifié. Tel est, me semble-t-il, le point qu'il désire mettre en lumière. Je crois que le Conseil devrait permettre au représentant du Mexique de compléter son argumentation.

M. PADILLA NERVO (Mexique) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas en mesure de parler sur la pétition elle-même. Mais le Conseil pourrait se rendre compte s'il existe une différence entre une pétition anonyme qui n'a pas d'autre but que celui de jeter des doutes sur l'honorabilité de certaines personnes ou de certains fonctionnaires et une autre pétition qui n'a pas ce but néfaste.

Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur ce point général. Si telle est la substance de la pétition, je ne vois pas pour quelle raison le Conseil ne l'examinerait pas. Les représentants et Autorités chargés de l'administration pourraient indiquer si la situation décrite par le pétitionnaire existe ou non. Par exemple, le pétitionnaire se plaint que des punitions corporelles soient infligées uniquement aux indigènes. Cela peut-être vrai comme

cela peut être faux. Mais il serait certainement très facile aux représentants des Autorités chargées de l'administration de dire quelle est la situation exacte. Selon le cas, nous pourrions avoir des raisons de demander pourquoi telles ou telles punitions existent et nous pourrions faire des remarques à ce propos.

Il me semble, Monsieur le Président, que nous ne pouvons pas simplement décider de la question en tenant compte du fait que telle pétition est signée ou non ou que le nom de la personne qui a signé la pétition est rendu public ou ne l'est pas.

Les populations indigènes ne sont pas toujours guidées par les mêmes principes que les pays extrêmement civilisés et, par respect pour elles, nous devrions tenir compte de ce fait. Le Comité chargé de trier les pétitions devrait posséder un certain nombre de critères, à côté de celui qui consiste à savoir si le nom de l'auteur d'une pétition est donné ou non ou si une signature quelconque est portée au bas du document. Je pense que certains critères d'importance morale devraient être observés par le Conseil.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais)
J'approuve votre proposition, Monsieur le Président, Si je l'ai bien comprise elle tend à ce que les questions contenues dans les deux pétitions anonymes soient examinées lorsque nous étudierons le rapport du Comité;

Il me semble que ces questions sont déjà traitées dans le rapport de la mission de visite. Par conséquent, je crains que nous ne perdions du temps en nous engageant dans une longue discussion théorique.

Comme vous le savez, j'ai personnellement des difficultés à appeler un document une pétition s'il n'en est pas une et je trouverais des difficultés dans l'application de l'article 92. Par conséquent, je voudrais appuyer votre propre suggestion, Monsieur le Président, car elle me paraît tout à fait appropriée.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole aux représentants qui l'ont demandée, je tiens à indiquer que telle était bien ma proposition. En effet, je crois que cette pétition peut être discutée, quant au fond, en même temps que le rapport de la mission de visite, sans qu'il soit nécessaire d'instituer maintenant un débat de procédure.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'URSS a déjà indiqué qu'à son avis les pétitions anonymes méritent l'attention la plus soutenue, surtout si l'on tient compte des conditions particulières des populations indigènes dans certains territoires sous tutelle.

La délégation de l'URSS a fait ressortir que les pétitions anonymes soulèvent des questions qui ne peuvent pas ne pas présenter d'intérêt pour le Conseil de tutelle. En même temps, elle a indiqué que les pétitions anonymes ne peuvent pas tomber sous le coup de l'Article 85 de notre Règlement intérieur, ce qu'a très bien souligné, en son temps, notre Président. Je crois que l'absence du nom du pétitionnaire au bas d'une pétition ne la prive pas de sa valeur pour le Conseil de tutelle, d'autant plus que, dans le cas des deux pétitions en question, leur contenu est pleinement corroboré par les faits que nous trouvons mentionnés dans d'autres documents examinés par le Conseil de tutelle. Il me semble que le Conseil ne saurait manquer d'examiner cette pétition pour ce motif.

D'autre part, au point de vue de la forme, nous n'avons aucune raison valable de repousser l'examen de ces pétitions. Le représentant de la Belgique s'est déjà prononcé contre l'examen de ces deux pétitions, quant au fond. En conséquence, je me vois dans l'obligation d'adopter la même attitude que le représentant du Mexique, c'est-à-dire que je n'estime pas légitimes les objections du représentant de la Belgique.

Si, dans une pétition anonyme, les actes de l'Autorité chargée de l'administration sont critiqués parce qu'ils ne sont pas en conformité avec les dispositions de la Charte, et des questions sont soulevées qui concernent les besoins fondamentaux de la population autochtone - besoins qui ne sont pas entièrement satisfaits ou pas satisfaits du tout par l'Autorité chargée de l'administration - pourquoi ne pourrions-nous pas examiner de telles questions ? Il me semble que nous en avons pleinement le droit.

Si les pétitions en question soulèvent des problèmes ayant trait aux écoles pour les grandes masses de la population, à l'amélioration de l'instruction publique, à la santé publique, à la construction de sanatoria ou de léproseries, si elles concernent des institutions qui n'existent pas dans les territoires sous tutelle, si elles proposent l'organisation du transport des malades vers les hôpitaux, si elles se rapportent à l'abolition des châtimens corporels par le fouet, ne méritent-elles pas l'attention du Conseil ? De même, une pétition qui, par exemple, poserait la question des prestations, c'est-à-dire du travail forcé et gratuit ordonné par les Autorités locales et qui constitue une sorte de servage, ne devrait-elle pas être examinée par le Conseil ?

Certains représentants, dans cette enceinte, ceux des Autorités chargées d'administration, ont indiqué que les pétitions anonymes pourraient être des moyens de calomnie. Mais je peux citer des exemples de pétitions anonymes qui ne sont pas des calomnies. Pourquoi le Conseil de tutelle ne pourrait-il pas examiner ces pétitions ?

Si les pétitions traitent des mêmes questions que celles mentionnées dans le rapport de la mission de visite - peut-être d'une manière plus forte - et qui concernent les services sanitaires, l'instruction publique, etc., pourquoi le Conseil de tutelle ne serait-il pas à même de les examiner ? Avons-nous vraiment des motifs valables pour refuser un tel examen ?

Il me semble que l'Autorité chargée de l'administration elle-même ne saurait ignorer les questions qui sont soulevées dans la pétition. Le fait que cette pétition n'est pas signée ne peut nous autoriser à ne pas étudier les questions qu'elle soulève. Je crois que nous ne devons pas ignorer les pétitions anonymes; elles méritent d'être examinées au même titre que les autres.

Si nous considérons une autre pétition qui a trait aux mauvaises conditions d'habitation pour la population autochtone, au manque de vêtements de la population indigène, à l'analphabétisme, au changement de résidence en raison des prestations et d'autres conditions déplérables, ne pouvons-nous pas l'examiner ?

Les questions soulevées par ces pétitions anonymes intéressent fondamentalement le Conseil de tutelle et nous n'avons aucun motif sérieux pour en refuser l'examen, d'autant plus que les faits cités dans ces pétitions peuvent être entièrement corroborés par la mention que nous en trouvons dans les rapports annuels et dans le rapport de la mission de visite.

Bien entendu, nous pouvons parfois relever dans ces pétitions une critique plus violente de l'administration. Mais, si il existe des données sérieuses qui semblent corroborer cette critique, et ce fait ne saurait empêcher le Conseil d'examiner les pétitions en question. Cela serait tout à fait incompréhensible, et il n'existe pour cela aucune raison valable, ni du point de vue du fond, ni du point de vue de la forme.

J'estime, par conséquent, que le Conseil de tutelle décidera judicieusement, ainsi que l'a proposé son Président, d'examiner ces pétitions quant à leur fond.

Une autre question est de savoir s'il convient d'examiner ces pétitions maintenant ou en liaison avec le rapport de la mission de visite. Je crois qu'il serait approprié de les étudier en même temps que le rapport de la mission de visite, étant donné qu'elles ne contiennent pas de plaintes personnelles. Mais ce ne saurait être là une règle absolue. Cela est approprié dans le cas présent, étant donné que nous sommes en possession d'un rapport d'une mission de visite. S'il en était autrement, nous devrions examiner ces pétitions de la même façon que les autres, au cours des séances consacrées à cet effet.

Telles sont les remarques que la délégation de l'URSS a cru devoir présenter sur cette question.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais): Je n'ai pas l'intention de m'étendre longuement sur le point qui a fait l'objet de ma déclaration, mais je voudrais cependant indiquer que le point de vue de la délégation de l'Irak est que nous pourrions examiner le fond de la pétition et non pas la forme qu'elle revêt. Si des plaintes sont présentées au Conseil de tutelle, elles constituent des pétitions, surtout lorsqu'elles ont un caractère général. En ce qui concerne les deux pétitions anonymes dont il s'agit, et qui ont un caractère général je professe l'opinion que nous devons laisser de côté toutes les pétitions ayant un caractère général, jusqu'au moment où nous en arriverons à l'examen du rapport de la mission de visite. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on ajourne l'examen de ces deux pétitions jusqu'au moment où nous étudierons le rapport de la mission de visite.

M. RYCKMANS (Belgique): Le premier amendement à la Constitution américaine s'exprime comme suit:

(Traduction de l'anglais faite en séance)

"Le Congrès ne fera aucune espèce de loi qui diminuerait le droit de pétition, qui mettrait obstacle aux lois de parole ou à la liberté de la presse, ou qui serait de nature à empêcher le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au Gouvernement en vue de redresser des abus."

"Il est interdit au Congrès de faire des lois qui", c'est donc une interdiction sans conditions. Le droit de pétition, aux Etats-Unis, est entier et garanti par la Constitution. Nous sommes bien d'accord là-dessus.

Dans le Règlement du Sénat américain, il est dit que "toute pétition, tout mémoire, doit être signé par le pétitionnaire ou l'auteur de ce mémoire et contenir un bref résumé de son contenu". Donc, toute pétition doit être signée par le pétitionnaire.

Dans le Manuel contenant le Règlement de la Chambre, 78ème Congrès américain, il est dit:

(Traduction de l'anglais faite en séance)

"Les pétitions doivent être signées par les pétitionnaires à moins que ceux-ci ne soient présents ou s'ils sont incapables de signer. Une pétition non signée présentée lorsque le pétitionnaire est présent n'est valable que si celui-ci affirme que le texte est entièrement de sa main; son nom doit être écrit au début de la pétition."

Voilà donc la situation: la Constitution des Etats-Unis garantit de la façon la plus absolue et sans aucune restriction le droit de pétition. Toute pétition adressée au Congrès des Etats-Unis - aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des représentants - doit être signée:

si elle ne l'est pas, elle doit être écrite de la main de celui dont le nom est indiqué au début du texte; et l'on prend toutes sortes de précautions pour s'assurer que l'écriture est bien de la main du pétitionnaire et que cela est bien connu.

Eh bien, de deux choses l'une: ou bien depuis un siècle et demi, depuis le jour où le premier amendement à la Constitution des Etats-Unis (celui qui interdit de limiter le droit de pétition) a été voté, le Sénat des Etats-Unis et la Chambre des représentants violent tous les jours la Constitution - et personne ne s'en est aperçu; ou bien l'on doit reconnaître qu'une communication anonyme, dont l'auteur n'est pas connu, n'est pas considérée comme une pétition. Et ceci est la réalité. Ce n'est pas une pétition. Et c'est parce que ce n'est pas une pétition qu'en exigeant qu'une pétition soit signée, qu'aucune ne soit anonyme, le Sénat des Etats-Unis et la Chambre des représentants ne violent pas la Constitution. Eh bien, Messieurs, après cela, il me semble que la question est tranchée.

J'ajouterai que dans la Constitution du Mexique (je n'ai pas sous la main de texte donnant les dispositions de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de celle de l'Irak) on lit à l'article 8 - je cite en traduction parce que je ne suis pas en possession du texte original:

(Traduction de l'anglais faite en séance)

"Les fonctionnaires doivent observer le droit de pétition quand ces pétitions sont présentées par écrit et de façon pacifique, mais les citoyens peuvent toujours faire usage de ce moyen."

Une réponse doit être envoyée au pétitionnaire, spécifie le texte. Elle ne peut pas lui être envoyée s'il est inconnu!

Dans ces conditions, je demande que le Conseil juge (comme il l'a fait partout) qu'une communication anonyme n'est pas une pétition et ne peut pas être traitée suivant les dispositions prévues aux chapitres de notre règlement qui concernent les pétitions. Ce n'est pas du tout parce que la Puissance administrante a peur de voir des critiques énergiques ou des critiques violentes dirigées contre l'Administration. Je ne vois pas d'inconvénients à ce que les membres du Conseil de tutelle lorsque le Secrétariat estime qu'une communication, même anonyme, contient des mots intéressants, en aient connaissance. Ils sont parfaitement libres de demander à la Puissance administrante des renseignements sur le degré d'analphabétisme, sur les peines corporelles, sur toutes les questions dont traite une communication anonyme et dont celle-ci se plaint qu'elles n'aient pas été tranchées d'une façon favorable aux intérêts de la population. Que l'on pose à la Puissance administrante

autant de questions que l'on veut, mais ces communications ne sont pas des pétitions.

J'ajouterais que dans le même Manuel constitutionnel des Etats-Unis j'ai relevé un passage assez intéressant. Il dit:
(Traduction de l'anglais faite en séance)

"Une pétition demande quelque chose; une remontrance ne fait pas de demande. Les règles de la Chambre des représentants ne mentionnent pas les remontrances mais les pétitions et les mémoires. Les résolutions des législations faites par les Etats et les Assemblées primaires du peuple sont reçues comme mémoires, mais les documents généraux et descriptifs conformes ne peuvent être présentés comme mémoires."

C'est-à-dire que lorsqu'on demande le redressement d'un grief, quand on fait des remontrances, quand on critique le Gouvernement sans demander le redressement d'un grief personnel, il ne s'agit pas là d'une pétition et le Conseil n'a pas à en connaître suivant la procédure relative aux pétitions.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais): Je pense que je n'irai pas si loin qu'il me soit possible de comparer la situation qui existe aux Etats-Unis et celle qui existe dans les Territoires sous tutelle. Nous savons tous que les administrations des Territoires sous tutelle sont très loin des administrations du Gouvernement des Etats-Unis. En ce qui concerne notamment, l'instruction, nous savons que les populations des Territoires sous tutelle sont loin d'atteindre le degré qui caractérise la population des Etats-Unis.

Je me référerai seulement à la Charte des Nations Unies qui consacre le droit de pétition des habitants de ces Territoires. En ce qui concerne l'application de ce droit fondamental consacré par la Charte des Nations Unies, nous n'avons pas à nous référer au Règlement du Sénat des Etats-Unis. Nous n'avons qu'à consulter celui du Conseil de tutelle. Or, dans ce règlement il n'y a aucune interdiction relative à la présentation de pétitions anonymes. Le règlement dont il s'agit permet la présentation de pétitions anonymes. Celles-ci devraient donc être acceptées par le Conseil de tutelle. Le règlement prévoit que le Secrétaire général communiquera rapidement aux membres du Conseil toutes les pétitions écrites. Je souligne le fait qu'il n'y a là aucune distinction entre pétitions anonymes et pétitions signées. Je continue: "... soumettra au Conseil de tutelle, rapidement, toutes les pétitions écrites reçues par lui, sauf celles qui sont sans importance." Il n'y a donc aucune distinction établie par le règlement. Une pétition anonyme n'est pas nécessairement sans importance. Le critère doit être le fond même de la pétition. A ce propos, je m'associe aux déclarations faites

par les représentants du Mexique, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Irak, lorsqu'ils ont dit que le critère que nous devons adopté doit être le fond même de la pétition et non pas la question de savoir si celle-ci est signée ou ne l'est pas.

Dans ces conditions, je répète l'argument qui a déjà été présenté à ce propos. J'indique que ma délégation appuie l'idée selon laquelle le Conseil de tutelle devrait accepter les pétitions anonymes pour autant qu'elles contiennent des questions qui sont d'importance pour le Conseil, et non pas des plaintes sans valeur contre l'administration du Territoire sous tutelle.

M. GARREAU (France) : Monsieur le Président, j'ai précédemment indiqué au Conseil que, suivant la législation française, une pétition anonyme n'est pas recevable, et cela parce qu'elle n'est pas une pétition au sens propre du mot; il ne peut y avoir de pétition anonyme, il peut y avoir une communication anonyme et alors ce n'est pas une pétition.

Partant de ce principe général qui se trouve dans la législation française et qui me paraît applicable à ce Conseil, au point de vue théorique, je dirai que je comprends fort bien la distinction qui a été faite par le représentant du Mexique, appuyé par d'autres membres, entre des communications qui sont de caractère tout à fait particulier et diffamatoire, qui ne devraient pas être pris en considération par le Conseil de tutelle, et des communications anonymes présentant un intérêt pour ce Conseil.

Voici quelle devrait être selon moi la voie pratique à suivre. Il y a un Comité ad hoc qui a déjà été chargé d'examiner, suivant des règles particulières, les pétitions confidentielles. Le principe adopté pour ces dernières devrait s'appliquer également aux communications anonymes c'est-à-dire que ces communications seraient soumises à un examen préalable du Comité ad hoc qui écarterait immédiatement toutes les communications de la première catégorie indiquée par le représentant du Mexique, c'est-à-dire celles qui présentent un intérêt diffamatoire ou qui constituent des attaques à l'égard de particuliers. Quant aux autres communications anonymes, puisqu'elles présentent un intérêt d'ordre général pour le Conseil celui-ci pourrait les prendre en considération. Mais il s'agit alors d'informations; ce ne sont plus des pétitions auxquelles le Conseil est tenu de répondre, puisqu'on ne saurait pas à qui adresser la réponse. Il y a donc là des informations qui tombent dans la masse de celles dont le Conseil de tutelle doit tenir compte dans ses appréciations générales en ce qui concerne l'examen de la situation dans les territoires sous tutelle.

Alors si, à la suite de ce tri effectué par le Comité ad hoc, des communications anonymes d'intérêt général étaient reconnues comme telles par ce Comité, ces communications seraient distribuées pour l'information des membres du Conseil et rien n'empêcherait aucun de ces membres d'en tenir compte et de poser des questions au cours de l'examen des rapports annuels ou du rapport de la Mission de visite.

Par exemple, dans le cas présent, si les deux communications anonymes dont il s'agit présentent un caractère d'intérêt général, les questions pourront être posées par n'importe quel membre du Conseil, au moment où nous examinerons le rapport de la Mission de visite et où, par exemple, le cas des punitions corporelles sera nécessairement examiné par le Conseil.

Je ne vois donc pas, sur le plan pratique, pourquoi nous discuterions

aussi longtemps au sujet des communications anonymes.

Mais si le Conseil de tutelle estime que ces communications doivent être traitées exactement comme les pétitions et d'après les règles de notre règlement intérieur, alors je dois dire que je me refuse à considérer qu'une pétition anonyme est une pétition. En tout cas, en droit français, ce ne peut pas être une pétition, c'est une communication anonyme.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que le représentant de la France a indiqué avec beaucoup de raison que nous ne devons pas perdre tant de temps à des questions de procédure. Cela avait été déjà dit auparavant. Par conséquent, en ma qualité de Président, je propose que nous étudions le fond de la question soulevée par cette pétition, que nous considérions celle-ci soit comme pétition, soit comme communication, et que nous reprenions cette étude en communication avec la partie afférente du rapport.

Si nous voulions discuter la question de l'anonymat des pétitions, nous arriverions à une discussion sur le règlement intérieur. Je crois qu'il est de l'intérêt du Conseil de laisser de côté un tel débat.

A moins que le représentant de la Belgique n'insiste, je suggérerai au Conseil de laisser de côté cette pétition jusqu'au moment où nous en arriverons au rapport de la Mission de visite, quand les membres du Conseil auront la possibilité de discuter le rapport et de soulever les questions qui ont été portées à leur attention par ce document anonyme.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'insiste, parce que la question se posera quand même ; que ce soit aujourd'hui ou lorsque nous arriverons aux questions générales soulevées par l'examen du rapport de la Mission de visite, cette question devra être tranchée.

Je croyais avoir été clair. Je constate d'après les déclarations du représentant des Philippines que je ne l'ai pas été. Il demande si des pétitions anonymes peuvent être considérées comme n'étant pas intéressantes. Mais la question n'est pas là. La question est de savoir si des communications anonymes peuvent être considérées comme des pétitions. Et là, je crois vous avoir démontré que non, parce que si on considère que des communications anonymes peuvent être considérées comme des pétitions, on devrait admettre cette chose absurde/que, ^{à savoir} depuis un siècle et demi, le Sénat et la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique violent tous les jours la Constitution des Etats-Unis.

Ce que je prétends, c'est simplement que les communications anonymes qu'on appelle pétitions doivent être traitées par le Secrétariat comme des communications signées ne constituant pas des pétitions, comme les lettres que reçoit le Secrétariat et qu'il considère comme intéressantes,

c'est-à-dire que dans certains cas elles doivent être communiquées aux membres du Conseil et que, dans d'autres cas, il doit être signalé aux membres du Conseil qu'une communication anonyme se référant à tel ou tel sujet a été reçue. Mais ces communications ne peuvent pas être traitées comme des pétitions. Et je suis tout à fait d'accord pour que des communications intéressantes, signées ou anonymes, soient portées à la connaissance des membres du Conseil à titre de documentation.

Cela, c'est une autre question, mais aucune communication anonyme ne relève du chapitre qui, dans notre règlement, prévoit le sort à donner aux pétitions.

Si le Conseil estime que les communications signées ou anonymes qui parviennent au Secrétariat général doivent lui être communiquées, il mettra une disposition à cet effet dans son règlement, et le Secrétaire général les lui communiquera.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Dans ce cas, je pose au Conseil la question soulevée par le représentant de la Belgique. Celui-ci propose que les pétitions anonymes soient considérées comme inadmissibles.

M. PADILLA NERVO (Mexique) (interprétation de l'anglais) : Je crois que cette question ne peut pas être soumise au Conseil. Sur ce que nous venons d'entendre de la part du représentant de la Belgique et sur ce qui a été dit auparavant par d'autres représentants, il n'y a aucune opposition dans le Conseil. Nous ne sommes pas intéressés à savoir quel nom doit être donné à ces communications. Ce qui nous intéresse c'est uniquement que les informations soient transmises aux membres du Conseil, c'est que l'on fasse connaître que telle circonstance existe dans certains territoires, en vue de l'examen de la question par les membres du Conseil.

Avant de soumettre une question de ce genre au Conseil, il conviendrait de demander au représentant de la Belgique quelle serait la conséquence de la décision. Nous serions contre une procédure d'après laquelle toute communication parvenue au Secrétariat non signée ne serait pas communiquée aux membres du Conseil.

Le représentant de la Belgique accepte que le fond de ces communications de caractère général et anonyme soit soumis au Conseil. Dans ce cas, quelle serait la procédure qui leur sera appliquée ? Il me semble que la seule voie qui s'offre à nous, d'après le Règlement intérieur, est de communiquer le contenu de ces communications aux autorités chargées de l'administration et de consulter ces dernières. Nous ne pouvons naturellement pas répondre au "pétitionnaire", puisque nous ne le connaissons pas. Cela n'est d'ailleurs pas nécessaire. La seule chose qu'il y a lieu de faire, l'attention du Conseil ayant été attirée, c'est de tenir au courant les autorités chargées de l'administration, afin qu'elles soient en mesure de répondre à tous les commentaires que nous pourrions formuler. Pour cela, il n'est pas besoin de prendre une décision. Comme le représentant de la France l'a dit précédemment, il s'agit tout d'abord de trier les pétitions, d'en donner connaissance aux membres du Conseil, d'en informer les autorités chargées de l'administration, de telle manière que nous puissions ensuite avoir un échange de vues à leur sujet, de poser des questions, etc. Je pense que cela est parfaitement faisable.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne ces deux documents, je suggère que nous remettions leur discussion jusqu'à ce que nous étudions les parties du rapport de la mission de visite qui s'y rapportent.

A ma question, le représentant de la Belgique a répondu qu'il insistait sur sa proposition. Par conséquent, je crois que nous devons demander au Conseil de prendre une décision sur ce point.

Le représentant du Mexique a demandé quel serait l'effet d'une décision du Conseil, dans un sens comme dans l'autre, en ce qui concerne les communications anonymes.

Selon moi, suivant la décision que nous prendrons, c'est l'article 24 ou l'article 85 du Règlement intérieur qui s'appliquera.

Ma liste d'orateurs comprend les noms des représentants de l'Irak, de l'Australie, de la France, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande. Or, il me semble que toutes les opinions sur cette question ont déjà été exprimées. Si je donne la parole aux membres du Conseil que je viens de mentionner, nous risquons de recommencer une discussion interminable sur le Règlement.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je suis tout à fait d'accord que le Secrétaire général attire l'attention des membres du Conseil sur

les communications intéressantes qu'il reçoit, anonymes ou non. Tout ce que j'ai dit, c'est que les communications anonymes ne sont pas des pétitions et qu'elles doivent être traitées, par le Secrétariat, conformément aux règles prévues pour les communications, c'est-à-dire qu'il les transmette aux membres du Conseil ou les signale à leur attention, si elles le concernent, à moins qu'elles soient manifestement déraisonnables. Tel est le devoir du Secrétariat quand il reçoit une communication anonyme. Au fond, je crois que le représentant du Mexique est d'accord à ce sujet. Tout ce que j'ai dit, c'est qu'il ne s'agit pas de pétitions et que, par conséquent, ce ne sont pas les règles relatives aux pétitions qui doivent s'appliquer en l'occurrence.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): Je voudrais revenir à votre sage proposition, Monsieur le Président.

Notre ordre du jour énumère les questions que nous devons étudier et notamment les pétitions que nous devons examiner. Il me semble que le Conseil délibère maintenant sur des problèmes non inscrits à cet ordre du jour et, par conséquent, me référant à notre Règlement intérieur, je propose que nous en revenions au dit ordre du jour.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : C'est là une façon de faire à laquelle je me rallie.

Le Conseil est-il d'accord ? S'il n'y a pas d'objection, nous laisserons de côté ces deux pétitions jusqu'au moment où nous discuterons de la partie correspondante du rapport de la mission de visite.

Il en est ainsi décidé.

8. PETITION DE GASSAMUNYIGA MATTHIEU (document T/PET.3/8)

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous pouvons passer à l'examen du point suivant de notre ordre du jour : Pétition N° 8 de Gassamunyiga Matthieu (document T/PET.3/8).

Le pétitionnaire donne un compte rendu favorable de l'administration du territoire. Il demande simplement qu'il y ait une représentation africaine plus ample dans le Conseil du Vice-Gouverneur général.

La question est d'ordre général et nous serions, me semble-t-il, bien inspirés en la laissant de côté jusqu'à ce que nous ayons une vision plus claire, grâce au rapport de la mission de visite, de la situation dans le territoire.

Aucune objection n'étant formulée, il en est ainsi décidé.

9. PETITION DE FRANCIS RUREKA (DOCUMENT T/PET.3/9)

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Cette pétition a trait à des questions d'éducation et à des questions d'ordre politique. Je suggère également qu'elle soit étudiée lors de l'examen du rapport de la mission de visite.

Aucune objection n'étant formulée, il en est ainsi décidé.

10. PETITION DE MUSSA KACKESSET BIN KALIMBA (DOCUMENT T/PET.3/10)

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La pétition suivante émane de Mussa Kackesset bin Kalimba (document T/PET.3/10). Celui-ci se plaint de ce que, ayant écrit une lettre au nom d'ouvriers africains qui demandaient des augmentations de salaires, il a été condamné par le commissaire de police à six mois de prison pour faux en écritures, puis a été frappé d'un ordre d'expulsion? Il dit être moniteur dans une école islamique.

Les observations de la mission de visite et de l'autorité chargée de l'administration sont consignées dans le document T/241. Il ressort de ces observations que le pétitionnaire est un citoyen du Congo qui a été condamné une fois pour ivresse et violation de l'ordre public et l'autre pour résistance aux autorités.

Les autorités chargées de l'administration disent que l'intéressé a tout simplement reçu un avertissement du commissaire de police parce que seize des ouvriers pour lesquels il avait écrit la lettre n'en avaient aucunement connaissance. L'admonestation qui lui a été adressée était due non seulement à ces incidents, mais à d'autres survenus auparavant.

Y a-t-il des observations à ce sujet?

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais): Je relève le fait que l'intéressé a déjà quitté le territoire. Ce cas, pour autant que je puisse en juger, est donc réglé. Je me demande, par conséquent, combien de temps nous allons y consacrer, surtout étant donné les condamnations antérieures subies par le pétitionnaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme M. Sayre vient de l'indiquer, le cas est liquidé.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) :
Je désire faire quelques remarques.

L'auteur de la pétition demande l'autorisation de rentrer dans le territoire sous tutelle où il a résidé pendant de nombreuses années et où il a épousé une indigène. Sa famille est actuellement dans le territoire sous tutelle et il a de véritables droits sur certaines propriétés sises dans ce territoire. Actuellement, il ne peut pas y retourner, alors que ses moyens d'existence s'y trouvent, que sa femme y réside encore; d'après les déclarations du rapport de l'Autorité chargée de l'administration, le terrain qu'il cultivait lui a été enlevé.

Il y a une question d'équité qui se pose ici. Etant donné les circonstances, serait-il vraiment indiqué de troubler la vie de la famille du pétitionnaire, cette famille résidant en territoire sous tutelle alors que le pétitionnaire n'a pas le droit d'y demeurer.

L'argument principal contre l'auteur de la pétition semble être le fait qu'il a écrit, au nom de dix-huit personnes, une lettre demandant une augmentation de salaire; d'après l'Autorité administrante seize de ces personnes n'avaient aucune connaissance de la lettre. Mais le rapport ne fait pas clairement ressortir si le pétitionnaire savait que les personnes indiquées dans sa lettre ne l'avaient pas en fait autorisé à l'écrire. Il est dit que deux personnes se sont adressées à lui pour lui demander d'écrire en leur nom une lettre en vue d'obtenir une augmentation de salaire. Il se peut - mais le document n'est pas clair sur ce point - que ces deux personnes lui aient fourni les noms des autres personnes qui seraient également des pétitionnaires.

De plus, peut-on dans ce cas accuser le pétitionnaire d'avoir commis un faux ? Il n'est pas certain qu'on puisse intenter contre lui une affaire pour faux. Je ne suis pas sûr que, d'après les lois du territoire sous tutelle, l'acte du pétitionnaire constitue un délit pour faux.

Une autre considération ayant motivé l'expulsion de l'auteur de la pétition est qu'il a été condamné pour ivresse. Je crois savoir qu'au temps de la Commission des mandats, des dispositions avaient été prises pour interdire la vente de boissons alcooliques aux indigènes dans les territoires sous tutelle. Je me demande si la condamnation à laquelle je viens de faire allusion ne peut pas être imputée au fait qu'il y a eu un relâchement dans l'observation des mesures contre la vente des boissons alcooliques aux indigènes.

Etant donné les circonstances dans cette affaire, je voudrais suggérer au Conseil d'étudier les faits afin de voir s'il serait possible de permettre à l'auteur de la pétition de rentrer dans le territoire sous tutelle où, selon sa pétition, il désire demeurer le reste de sa vie, où sa famille réside actuellement et où se trouvent ses moyens d'existence.

M. RYCKMANS (Belgique) : Si je comprends bien, le représentant des Philippines suggère de laisser Muasa Kackesset Bin Kalimba rentrer au Ruanda-Urundi. A ce moment-là, il sera poursuivi pour faux en écritures. C'est bien là la suggestion ? Je ne sais pas si cet homme sera enchanté : on l'a renvoyé au Congo, où il est tranquille et n'est pas poursuivi. Est-ce que le représentant des Philippines désire que le Conseil de tutelle le fasse revenir au Ruanda-Urundi et qu'ensuite, la justice locale le poursuive du chef de faux ?

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Je suggère simplement au Conseil d'examiner la pétition signée par le pétitionnaire et datée d'Usumbura, le 6 août 1948. Dans ce document, le pétitionnaire déclare :

" J'ai demeuré à Usumbura durant les huit dernières années. Je suis marié à une femme originaire de l'Urundi et nous avons un enfant. J'ai travaillé mes champs pour nourrir ma famille. Je désire rester là avec mes frères musulmans de Ruanda-Urundi jusqu'à ma mort."

Le seul point qui m'intéresse c'est la requête du pétitionnaire telle qu'elle est présentée dans le document dont nous sommes saisis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il me semble que le Conseil doit examiner la pétition au point de vue de la justification de l'expulsion. Pour ce qui est des raisons de cette expulsion, le représentant des Philippines attire l'attention du Conseil sur certaines circonstances qui me semblent mériter notre examen soigneux. Quant au point de savoir si cet individu devrait retourner sur le territoire, au risque d'y être poursuivi pour faux en écritures, je pense que ce n'est pas au Conseil à présumer si le pétitionnaire sera déclaré coupable et mis en prison. Il y a là un procès qui est connu du pétitionnaire.

De même, la question peut être posée de savoir si le fait d'écrire, d'agir en qualité d'écrivain public - comme c'est le cas - constitue vraiment un acte de faux en écritures, au sens normal du terme. Les observations de l'Autorité chargée de l'administration ne me paraissent pas très claires sur ce point et les délits qui paraissent faire du pétitionnaire un personnage peu désirable sont assez mineurs dans leur nature. Cet homme a eu des amendes à plusieurs reprises pour ébriété publique. Je ne sais pas si le Conseil estimera que, malgré ce délit, il est possible de permettre au pétitionnaire de rentrer dans ce territoire ou si, au contraire, il autorisera l'Autorité chargée de l'administration à expulser cet homme.

M. SOIDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris, le pétitionnaire, sur la prière de deux maçons venus le trouver en leur nom et en celui de seize autres de leurs collègues, a écrit une lettre destinée à l'entrepreneur Kunvari.

Dans quelle mesure a-t-il été établi que le pétitionnaire n'ait pas écrit cette lettre sur la demande expresse des deux maçons ? En d'autres termes, a-t-il été établi que le pétitionnaire, n'ayant été saisi d'aucune requête de l'un quelconque des dix-huit maçons, ait néanmoins établi la lettre et l'ait envoyée à l'employeur ?

Je ne vois pas très bien comment Mussa Kackesset aurait pu établir une requête et l'envoyer au nom de dix-huit maçons sans que personne ne l'en ait prié.

Le représentant de la Belgique peut-il indiquer au Conseil de tutelle comment l'autorité judiciaire a fixé son jugement ?

Pour ma part, je vois les choses ainsi : le pétitionnaire, sur la demande de représentants du groupe de dix-huit maçons, a rédigé une lettre de doléances et l'a adressée à l'entrepreneur Kunvari.

M. RYCKMANS (Belgique) : Mussa Kackesset a déclaré qu'il avait été chargé, par seize maçons, d'établir une requête destinée à leur employeur. Devant la justice, ces seize maçons ont dit qu'ils n'avaient jamais chargé Mussa Kackesset de faire quoi que ce soit, qu'il s'agissait d'un faux, qu'on avait fait usage de leurs noms sans autorisation. Cela s'appelle un faux dans tous les pays du monde.

M. GARPEAU (France) : Le Dr Ingles, dont nous apprécions tous la très haute compétence juridique, a formulé tout à l'heure une observation qui me paraît assez curieuse, ayant trait à la condamnation pour ivrognerie qu'a subie le pétitionnaire.

Je ne saurais, pour ma part, en vouloir au pétitionnaire d'avoir subi une condamnation pour ivrognerie. L'excès de boisson peut-être humainement justifié; par exemple, il peut être dû à des malheurs conjugaux ou à d'autres circonstances. Par ailleurs, j'avoue avoir connu, au cours de ma carrière, beaucoup de personnes très honorables qui ont commis des excès de boisson.

Mais le Dr Ingles se demande si, étant donné qu'il y a, dans le Territoire du Ruanda-Urundi, des lois de prohibition de l'alcool, le pétitionnaire ne serait en réalité coupable d'avoir trop bu : le responsable serait l'autorité, qui n'aurait pas suffisamment exercé ses pouvoirs de contrôle sur l'alcool.

Le Dr Ingles infère-t-il de cette observation que, chaque fois qu'un homme a trop bu, dans un pays où existe une prohibition, c'est le Gouvernement qui est responsable ?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le point digne d'intérêt n'est pas celui de l'ivresse publique.

Le pétitionnaire me paraît, en la circonstance, avoir tenu le rôle connu comme celui de l'écrivain public dans une communauté plus civilisée. Si le pétitionnaire avait fait suivre la lettre de dix-huit noms, censés représenter les signatures de chacun des requérants, certainement il y aurait eu faux. Mais lorsque deux personnes viennent trouver le pétitionnaire en lui demandant d'écrire une lettre, je crois que celui-ci se comporte comme un écrivain public, puisqu'il n'a fait que dactylographier les noms.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Pour l'information de l'Ambassadeur Garreau, je précise d'emblée qu'il doit y avoir malentendu. Je n'ai pas chargé le Gouvernement de la responsabilité des délits qu'a pu commettre le pétitionnaire. Je suis persuadé que le tribunal a agi comme il se devait. J'ai simplement tâché, à travers les causes ayant conduit l'intéressé à commettre des délits, de discerner la raison profonde des cas d'ivresse; je me suis demandé si l'autorité, pour sa part, avait pris les mesures appropriées pour combattre le mal à sa racine; partant de là, j'ai posé la question de savoir si l'on était fondé à expulser quelqu'un coupable de ce délit mineur. C'est tout ce que j'ai voulu essayer d'établir.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'avoue n'être pas parfaitement éclairé. Le règlement intérieur, à l'article 81, indique que, normalement, les pétitions doivent être considérées comme irrecevables si elles sont dirigées contre des jugements régulièrement rendus par l'autorité judiciaire du Territoire sous tutelle.

Autant que je sache, dans le cas actuel, l'ordonnance d'expulsion a été rendue en vertu d'un arrêt de la Cour (T/241, page 8).

Le représentant de la Belgique peut-il m'indiquer si tel est bien le cas - et alors la pétition est irrecevable, conformément à l'article 81 - ou si l'expulsion est intervenue par une autre voie ?

M. RYCKMANS (Belgique) : Il s'agit d'une ordonnance gouvernementale.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A vrai dire, je ne puis considérer comme une réponse à ma question l'explication donnée par le représentant de la Belgique.

Je prie ce dernier de préciser s'il a été établi que le pétitionnaire avait écrit la plainte, au nom des dix-huit maçons, sans en avoir été expressément prié par le ou les représentants de ces dix-huit maçons.

Le pétitionnaire, pour sa part, affirme que, le vendredi 2 juillet 1948, les représentants d'un groupe de dix-huit maçons lui avaient rendu visite en le priant de rédiger une requête à leur entrepreneur, nommément désigné.

Le représentant de la Belgique, dans son explication, a fait état de seize maçons, lesquels auraient déclaré n'avoir rien demandé de tel au pétitionnaire. En réalité, il s'agit d'un groupe de dix-huit maçons. Peut-être, parmi ce groupe, deux maçons se sont-ils rendus chez le pétitionnaire en lui demandant de rédiger une lettre de doléances.

Le point n'est pas clair dans mon esprit. Je répète ma question au représentant de la Belgique.

M. RYCKMANS (Belgique) : C'est possible. Pour ma part, je ne sais rien, hormis ce que je trouve dans la documentation fournie par le Gouvernement du Ruanda-Urundi. Chose certaine, Mussa Kackeset a indiqué dans sa lettre : "Voici ci-dessous les noms des maçons qui vous écrivent."

Un écrivain public - le fait est patent partout où il en existe - est responsable de la signature qu'il porte sur un document.

Il déclare que dix-huit maçons l'ont chargé d'écrire. Est-il possible que deux maçons soient venus lui dire que les seize autres étaient d'accord ? C'est possible, mais il était de son devoir, avant d'engager la signature de ces gens-là, de s'assurer que les deux maçons qui l'ont chargé d'écrire la lettre étaient véritablement les mandataires des seize autres. Or, seize d'entre eux sont venus dire qu'ils n'avaient connaissance de rien et que c'était la première fois qu'ils entendaient parler de cette requête.

M. CRAW (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, il est utile de dire qu'en écrivant cette lettre, l'homme en question a contrevenu aux règles des syndicats. Je ne sais si c'est une raison suffisante pour l'expulser, mais il est très certain qu'il constituait un élément perturbateur. Il a eu une mauvaise influence et, dans mon esprit, il constitue une véritable menace pour ses concitoyens. Il me paraît maintenant qu'il a quitté ce pays pour le bien même de ce dernier et le Conseil ne devrait pas prendre de mesure dans ce cas.

M. CANAS (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais poser une question afin d'être mieux informé sur la question que nous discutons. Le fait que la personne en question a écrit les noms de seize personnes qui ne l'avaient pas autorisé à agir de la sorte a-t-il causé un préjudice quelconque à ces seize personnes ? En effet, un des éléments du délit est de causer un préjudice à quelqu'un. Si quelqu'un imite une signature, il est évident qu'il y a là délit, mais si aucun préjudice n'est causé, je ne vois pas où est le délit. S'agit-il donc dans ce cas d'un document qui a eu des conséquences pour d'autres personnes, et dans l'affirmative, quelles ont été ces conséquences ? Y a-t-il un élément nouveau dans le problème, à savoir que le document a été porté à la connaissance d'autres gens :

Il s'agit-là d'un détail qui me manque pour savoir s'il y a eu préjudice, et si oui, a-t-il été causé par le fait que la lettre a été signée au nom de ces seize personnes sans leur autorisation ? Je voudrais savoir exactement à quoi m'en tenir à ce sujet. Quel est le préjudice qui a été causé par cette action ?

M. RYCKMANS (Belgique) : Je n'en sais rien.

LE PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Les bases essentielles de cette expulsion se trouvent dans une lettre écrite au nom de dix-huit maçons, alors que seize d'entre eux n'étaient pas au courant de cette affaire. L'important pour moi me semble être de savoir si la

personne inculpée a voulu donner l'impression que seize signatures étaient apposées sur le document ou si simplement elle a donné la liste des seize noms.

Il me semble donc qu'une distinction doit être faite ici, car dans ce territoire sous tutelle tous les gens ne sont peut-être pas suffisamment instruits pour écrire et, si quelqu'un peut le faire, il est possible qu'on lui demande d'écrire une lettre et d'y inscrire certains noms. Les circonstances sont telles que nous ne pouvons guère appliquer rigoureusement dans ce cas la loi des faux en écriture. D'ailleurs, l'autorité administrante ne nous dit pas dans sa réponse qu'il s'agit d'un faux en écriture, mais d'un "faux intellectuel". Ceux qui connaissent la loi pénale se rapportant aux faux en écriture considéreront, je pense, que la question peut être discutée. L'autorité administrante, en tout cas, a employé le mot "faux intellectuel", qui risque d'être mal interprété.

Il faut noter également que, selon les observations de l'autorité administrante, la personne en question a été simplement mise en garde par le Commissaire qui lui a dit pouvoir l'arrêter et lui infliger six mois de prison. Il me semble donc que son attitude ne peut être considérée comme un délit capable d'entraîner une condamnation devant un tribunal. Je ne sais pas, d'autre part, si quelques amendes pour ivresse constituent une telle menace pour une société bien ordonnée qu'il faille expulser la personne en cause d'un pays où elle a des biens et où elle a vécu pendant un certain nombre d'années.

M. HOOD (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, un point me semble devoir être éclairci si nous voulons nous documenter d'une façon logique. A la première page des observations, nous voyons que le pétitionnaire a présenté une lettre au nom de dix-huit personnes. Il est accusé d'avoir pris sur lui le droit de représenter certain groupe de personnes et, à première vue, il semble exister une contradiction entre cette accusation et les preuves contenues dans le document.

LE PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Belgique peut-il apporter quelques lumières en ce qui concerne la question du représentant de l'Australie?

M. RYCKMANS (Belgique) (interprétation de l'anglais) : Non, Monsieur le Président.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Jé voudrais souligner le fait qu'il n'y a pas là un cas de faux en

signature car, si nous en croyons la réponse de l'autorité administrante, la lettre composée par le pétitionnaire et envoyée à l'employeur contient les noms des personnes qui ont un intérêt à l'augmentation de salaire, et elle donne les dix-huit noms. Il n'est donc pas question que le pétitionnaire ait essayé d'imiter des signatures.

M. RYCKMANS (Belgique) : Personne n'a jamais dit qu'il s'agissait de signatures. D'ailleurs, les noms de tous ces gens sont écrits de la même écriture ou tapés à la machine.

Le faux consiste dans le fait que Mussa Kackesset a déclaré être le mandataire de certaines personnes alors qu'il n'a reçu aucun mandat de ces gens. Voilà où réside le "faux intellectuel".

On pourrait discuter longtemps ce cas. La question est de savoir si cet homme qui a été expulsé était ou non un indésirable. Si le Conseil veut prendre la responsabilité d'inviter le Gouvernement du Ruanda Urundi à revenir sur son arrêté d'expulsion, encore une fois, si la majorité du Conseil est de cet avis, je transmettrai la chose au Gouvernement. Permettez-moi d'ajouter que la personne dont il s'agit est un instituteur chargé de former la jeunesse.

M. PADILLA FERVO (Mexique) (interprétation de l'anglais) :
Monsieur le Président, le représentant de la Belgique vient de dire que la question était de savoir si cet homme était indésirable ou non. Je crois qu'il s'agit plutôt pour le Conseil de savoir si l'Autorité chargée de l'administration a pris sa décision dans la limite de son droit et conformément à des lois précédemment établies. Dans l'affirmative, je n'aurais aucune observation à faire.

Mais le point qui attire mon attention est le suivant. Après avoir lu ce document, je me demande si, oui ou non, conformément aux lois en vigueur, l'Autorité chargée de l'administration d'un territoire peut en expulser une personne quelconque, sans aucun jugement préalable de la part d'une autorité judiciaire légalement constituée.

Il n'est pas très clair, d'après ce document, que cet homme ait prétendu être le mandataire de ces travailleurs, ou qu'il ait essayé de présenter des revendications en leur nom. Le rapport de l'Autorité chargée de l'administration nous indique que le pétitionnaire a écrit cette lettre à la demande de deux travailleurs, et qu'il a simplement mentionné le nom des seize autres travailleurs qui ignoraient que leur nom était utilisé. Mais la requête a été faite avant tout au nom des deux travailleurs et il a demandé cinquante francs pour un tel travail.

Il semble à première vue que ces deux travailleurs lui ont demandé d'écrire la pétition et que, d'après le document, tout ce qu'il a fait a été d'écrire cette demande adressée à l'employeur, le priant d'augmenter le salaire des maçons. Il ne semble donc pas, d'après ce document, qu'il ait commis un fait qu'on puisse juridiquement qualifier de faux.

Quant à savoir si, oui ou non, il a violé une loi du Ruanda-Urundi, cela non plus ne résulte pas clairement du document. Il est indiqué qu'il existe une certaine loi en vigueur au Ruanda-Urundi, en date du 4 juin 1948, et je suppose que c'est la loi que le pétitionnaire a enfreinte, car l'Autorité chargée de l'administration indique que, contrairement à la loi sur les syndicats, il a pris sur lui de déclarer qu'il représentait certains travailleurs pour présenter une requête en leur nom, alors qu'il n'en avait pas reçu le mandat.

Il est évident que le cas n'est pas clair; on ne sait pas s'il a prétendu représenter l'ensemble des maçons ou s'il a simplement écrit une pétition à la requête de deux maçons.

Mais je crois que le point important est de savoir si le cas a été soumis à un tribunal et s'il a été établi devant le tribunal que cet homme se faisait passer comme le représentant des travailleurs.

Cela aurait pu être indiqué plus clairement.

Je voudrais donc répéter ma question : d'après les lois en vigueur, est-il nécessaire, avant de prononcer une expulsion, qu'un tribunal ait établi que l'intéressé a violé une loi, ou bien l'Autorité chargée de l'administration peut-elle prononcer cette expulsion sans que soit intervenue une décision judiciaire ?

M. RYCKMANS (Belgique) : Les règles relatives à l'expulsion sont les mêmes que celles qui s'appliquent en matière d'immigration. Si un homme pénètre dans le pays sans visa, il n'y a aucune espèce de jugement contre lui, il est simplement expulsé. Un homme qui est un immigrant indésirable est refoulé à la frontière s'il n'est pas entré dans le pays; et s'il entre dans le pays il en est expulsé. Il ne s'agit pas là d'un jugement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un certain nombre de questions ont été posées à propos de cette pétition et il me semble que plusieurs de nos collègues ont quelque doute sur l'équité de la décision prise en ce cas.

Cependant, je n'ai pas entendu proposer quoi que ce soit de précis, en ce qui concerne une action possible que le Conseil pourrait entreprendre à propos de cette pétition. Il s'agit d'une affaire sur laquelle la mission de visite n'a pas présenté d'observation. Je ne sais pas si le Président de la mission de visite serait en mesure d'informer le Conseil sur les faits ici mentionnés, si la mission de visite a été saisie de l'affaire et des circonstances qui l'entourent.

M. LIN MOUSHENG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, la pétition est arrivée trop tard pour que la mission de visite puisse faire une recommandation quelconque à son sujet. Mais il me paraît que plusieurs membres du Conseil ont posé diverses questions qui n'ont pas été élucidées.

Dans mon esprit, la situation est la suivante. Le pétitionnaire ne peut guère être considéré comme un responsable dans cette affaire; la responsabilité incombe uniquement aux deux maçons qui sont venus le voir et qui ont dû lui demander d'inscrire les dix-huit noms des travailleurs, parce que c'étaient tous des maçons employés ensemble dans une même entreprise; les deux maçons dont il s'agit ont dû dire au pétitionnaire qu'ils représentaient en réalité l'ensemble de ce groupe de dix-huit personnes. Le pétitionnaire a tout simplement écrit cette lettre au nom de ses "frères noirs", pour employer son langage,

parce que ceux-ci ne savaient pas écrire. Pour ma part, il me semble qu'un ordre d'expulsion est quelque peu sévère dans un cas de ce genre.

M. PADILLA NERVO (Mexique) (interprétation de l'anglais) :
Puisque nous discutons une question d'ordre général, je voudrais demander au représentant de l'Autorité chargée de l'administration de bien vouloir remettre au Conseil un exemplaire de cet ordre en Conseil ou ordre du Gouverneur et de la loi concernant les syndicats.

Quel que soit l'intérêt de ce cas particulier, je crois qu'il s'agit là d'une punition peut-être trop sévère pour un acte qui, d'après les renseignements que nous possédons, n'est pas très grave. Cette punition pourrait apparaître comme un avertissement à quiconque voudrait, dans le territoire, aider les autres travailleurs à faire des pétitions, même seulement pour une demande d'augmentation de salaire.

Si une personne qui écrit une lettre pour demander une augmentation de salaire, à la requête de quelques travailleurs, est expulsée du territoire pour ce motif, il me semble que personne n'osera plus le faire à l'avenir.

C'est pour cette raison que je pense que le Conseil aurait intérêt à connaître la loi sur les syndicats existant dans ce territoire sous tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Lorsqu'il sera parmi nous, le représentant spécial du Ruanda-Urundi pourrait être prié de nous donner les informations nécessaires. Peut-être le représentant de la Belgique pourrait-il lui transmettre le désir du représentant du Mexique ?

Toutefois, entre temps, je voudrais savoir ce que le Conseil se propose de faire en ce qui concerne la présente pétition. Plusieurs membres du Conseil ont exprimé l'opinion que l'ordre d'expulsion était excessif.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais revenir sur le point soulevé par les représentants du Mexique et de la Chine.

L'ordre d'expulsion, qui porte sur la loi sur les syndicats, semble indiquer que l'Autorité chargée de l'administration a abandonné l'idée que le pétitionnaire est coupable d'une faute. Il est accusé, simplement, d'avoir violé la loi sur les syndicats en s'étant arrogé le droit de représenter un certain groupe de travailleurs.

Il ressort de la discussion que le pétitionnaire n'a jamais prétendu représenter les dix-huit personnes dont les noms figurent sur la lettre, mais qu'il a simplement écrit une pétition pour elles, sans être leur mandataire. Il y a là une distinction. Il n'a pas signé la pétition. Il n'a été qu'un instrument.

Dans ces conditions, je me demande si le Conseil serait prêt à recommander à l'Autorité chargée de l'administration de reprendre l'examen du cas de l'auteur de cette pétition, afin de voir s'il ne pourrait pas être autorisé à retourner sur le territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Vous avez entendu, Messieurs, la proposition du représentant des Philippines. Je vais la mettre aux voix.

M. GARREAU (France) : Avant de voter, j'aurais voulu demander au représentant de la Belgique s'il est fondamentalement hostile à la proposition formulée par le représentant des Philippines et qui tend à demander aux Autorités locales de bien vouloir réexaminer avec bienveillance le cas dont il s'agit.

J'aurais voulu, je le répète, avoir cette indication du représentant de la Belgique avant de voter.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole au représentant de la Belgique, je crois utile de faire remarquer qu'il a, me semble-t-il, indiqué que, si l'opinion de la majorité du Conseil était en faveur de la révision de ce cas, il transmettrait cette demande à l'Autorité chargée de l'administration. Je crois donc qu'il a ainsi répondu à la question.

M. GARREAU (France) : C'est son sentiment personnel que je désirais connaître.

M. RYCKMANS (Belgique) : Mon sentiment personnel est le suivant : Je crois que si cet individu n'avait pas été un moniteur d'école, investi d'une certaine confiance par les parents des enfants et chargé de former la jeunesse, l'administration ne l'aurait pas expulsé. Il y a encore des gens qui ne sont certainement pas des immigrants désirables. S'il avait été indigène du Ruanda-Urundi, on ne l'aurait probablement pas renvoyé dans sa chefferie pour cela. L'administration l'a considéré comme indésirable et a tenu compte, pour apprécier l'indésirabilité, du fait que cet homme ne méritait manifestement pas la confiance que ses coreligionnaires musulmans plaçaient en lui. L'administration n'aurait pas expulsé cet homme si elle n'avait pas été convaincue qu'il était indésirable.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets donc aux voix la proposition du représentant des Philippines.

Il est procédé au vote à main levée.

Le résultat du vote est le suivant : La proposition est adoptée par six voix contre deux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En conséquence, le Conseil recommandera à l'Autorité chargée de l'administration de procéder à un nouvel examen de cette question.

Nous passons maintenant à la pétition N° 11 qui concerne l'Union Bahaya et qui intéresse le Ruanda-Urundi et le Tanganyika. Mais, cette pétition provenant du Tanganyika, il convient de l'examiner avec les autres pétitions de ce territoire.

S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La pétition suivante porte le N° 12 : Pétition G. Clément Ntilempaga. Elle ne porte pas sur un cas individuel, mais sur l'une des conditions générales. Je pense que nous pourrons l'étudier ultérieurement, lorsque nous examinerons le rapport de la mission de visite.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons encore une autre pétition sur le document T/234, à la première page : c'est la pétition N° 2, contre l'emprisonnement. Son auteur est Shariff Gulam Ali Shah; il se plaint d'avoir été mis en prison en 1938, puis déporté et demande la permission de retourner sur le territoire.

Les commentaires de l'Autorité chargée de l'administration figurent à la page 8 du document T/240. Il y est indiqué qu'en raison de la haute position sociale du pétitionnaire, sa responsabilité morale est plus grande que celle d'une autre personne, dans des circonstances similaires.

M. GARREAU (France) : Ce cas me paraît être l'un des nombreux cas d'usuriers, de trafiquants ou de mercantis, dont nous avons eu à nous occuper.

Le devoir de l'administration est de protéger la population indigène contre ces trafiquants et ces mercantis.

Je pense qu'il est également du devoir du Conseil de tutelle de partager ce souci de l'administration et de protéger les populations indigènes contre des personnages, généralement plus instruits, du moins en matière commerciale et de contrebande, que de malheureux indigènes qui ont beaucoup à souffrir, dans les pays sous tutelle comme dans tous les pays qui n'ont pas encore atteint un très haut degré de culture, de ce genre d'individus.

Je crois que le devoir primordial du Conseil de tutelle est de protéger les populations indigènes, en vertu des dispositions de la Charte, contre ce genre de trafiquants. Je parle d'une manière générale. Je n'envisage pas ce cas en particulier. Mais nous avons déjà eu plusieurs exemples de pétitionnaires qui entrent dans la catégorie des trafiquants et des mercantis, et je pense que si le Conseil était porté à témoigner trop de bienveillance et de mansuétude à l'égard de ces individus, il serait inondé de plaintes émanant de tous les gens qui ont été condamnés pour des faits de ce genre.

Je ne crois pas qu'il soit sage, pour le Conseil, d'attacher un très grand intérêt à ce genre d'individus, qu'ils soient natifs même du territoire ou qu'ils soient immigrants. Je dirai même que leur qualité d'immigrants étrangers doit rendre plus sévère encore l'administration locale à l'égard de ces personnes qui doivent s'introduire dans le territoire pour y vivre honorablement et non pas pour exploiter et pressurer la population indigène.

Telle est l'observation générale que je désirais formuler.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : Pouvons-nous connaître l'opinion de la mission de visite sur ce cas ?

LE PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : La parole est au Président de la mission de visite.

M. LAURENTIE (France), Président de la mission de visite : Si je ne me trompe pas, cette pétition n'a pas été reçue par la mission de visite et, par conséquent, nous n'avons pas une opinion précise à porter sur ce cas, en particulier.

Sur les cas d'espèce, en général, comme, d'ailleurs, je crois l'avoir déjà fait remarquer devant le Conseil à propos des trois ou quatre premières pétitions que nous avons eues à examiner, il est bien certain que ce sont généralement des faits qui risquent de relever d'une juridiction commerciale ou d'une juridiction pénale en matière commerciale, qui se sont trouvés présentés à la mission de visite et que, dans ce cas-là, comme le disait le délégué de la France, il est vraisemblable que le Conseil de tutelle, comme l'a fait la mission de visite dans diverses de ses conclusions, doit épouser le point de vue de l'administration, en tant qu'il s'agit de protéger la population indigène contre des opérations commerciales incorrectes.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la France a, je crois, indiqué que la procédure à suivre consistait à ne prendre aucune action dans ce cas. Y a-t-il une objection ? S'il n'y en a pas, le Conseil n'entreprendra aucune action et l'auteur de la pétition en sera informé.

Il en est ainsi décidé.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons maintenant terminé l'examen des pétitions sur les cas individuels en ce qui concerne le Ruanda-Urundi. Il reste un grand nombre de pétitions du Tanganyika, dont plusieurs sont également de caractère général. Les pétitions 15, 19 et 21 présentent un caractère individuel et, si le Conseil n'y voit pas d'inconvénient, nous les examinerons, réservant les autres pétitions de caractère général pour une discussion en liaison avec l'examen du rapport de la mission de visite.

Si les membres du Conseil approuvent cette procédure, je les inviterai à se reporter au document T/234 (page 8 du texte français). Sous le numéro 15, ils trouveront un résumé du cas qui est plus complètement exposé dans le document T/PET/2/52.

L'autorité chargée de l'administration n'a pas présenté de commentaires sur ce cas. Le pétitionnaire déclare qu'il est apatride, ancien combattant et ingénieur civil diplômé, avec trente ans d'expérience. Il dit travailler maintenant dans l'Ouganda et il se plaint que les autorités du Tanganyika lui aient refusé l'entrée de ce territoire où il avait l'intention d'accepter une offre d'emploi, bien que, selon lui, des citoyens britanniques soient autorisés à y entrer lorsqu'ils font valoir des raisons semblables aux siennes. Il demande à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir en sa faveur.

Y a-t-il des commentaires sur ce cas ? Il me semble qu'il s'agit d'un cas de non admission dans un territoire. Je ne vois pas, en vérité, comment nous pourrions faire une recommandation quelconque ou prendre une décision, quelle qu'elle soit, à propos de cette pétition.

M. INGLES (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Pourrions-nous entendre le point de vue de l'autorité chargée de l'administration sur cette pétition ?

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : La première difficulté a été que le Gouvernement du Tanganyika ne possédait aucune espèce d'information sur le point de savoir s'il s'agissait ou non d'un apatride. Après la réception de cette information par les autorités, le pétitionnaire n'a fait aucun effort pour entrer au Tanganyika. D'autres dispositions ont été prises à son égard par le Gouvernement de l'Ouganda, afin de pouvoir le faire entrer dans plusieurs autres pays et, finalement, selon mes plus récentes informations, le Gouvernement du Venezuela l'a accepté, avec sa famille, comme immigrant. Il a quitté l'Afrique orientale pour le Venezuela en septembre 1948.

Il est bien évident que cet homme n'a fait aucun effort sérieux pour entrer au Tanganyika depuis que son statut d'apatride a été confirmé par la légation hongroise, et qu'il n'a aucunement l'intention de s'établir au Tanganyika. Pour autant que je sache, il est maintenant en route pour le Venezuela.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander où résidait le pétitionnaire auparavant, où était sa résidence permanente avant qu'il arrive au Tanganyika ?

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il travaillait dans l'Ouganda, et il n'a pas séjourné au Tanganyika.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : C'est un Hongrois d'origine et il était en Irak en 1942. Il a été interné en Palestine, puis envoyé dans l'Ouganda pour y être interné.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi que je l'ai déclaré, il s'agit d'une question qui touche à l'immigration, une question de non admission d'une personne apatride dans un territoire. Le représentant de l'autorité chargée de l'administration a indiqué que, selon ses informations, le pétitionnaire est déjà parti pour le Venezuela. Je crois donc que le Conseil n'a aucune action à prendre à ce sujet. Les membres du Conseil sont-ils d'accord sur ce point ?

Il en est ainsi décidé.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en arrivons à la pétition de la Shariff Is-Hak Community, qui figure dans le document T/PET.2/58. Les pétitionnaires s'élèvent contre le fait qu'ils ont été officiellement classés comme Somalis ou Africains au lieu d'être classés comme Asiatiques, et ils demandent à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir en leur nom. Les observations

de la mission de visite se trouvent dans le document T/218 Add.1

La mission n'a pas eu la possibilité ni le temps d'examiner la question soulevée par la Shariff Is-Hak Community en ce qui concerne la question du recensement de la population non autochtone en 1948.

Le rapport de la mission de visite continue d'indiquer qu'il y a lieu de souligner, cependant, que la mission a entendu divers Européens déclarer que la revendication de la Shariff Is-Hak Community est fondée.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Peut-être sera-t-il utile, pour permettre au Conseil d'arriver à une conclusion sur cette question, que j'indique comment se présente la situation à l'heure actuelle.

Le Gouvernement du Tanganyika examine actuellement les effets du statut légal des Somalis, et cela dans les différents domaines, de façon à amender ce statut pour que les Somalis soient qualifiés de non indigènes. On espère qu'à la suite de cet examen un amendement pourra voir le jour dans un proche avenir. J'indique cependant que si un tel amendement ne permet pas de donner entière satisfaction aux pétitionnaires, il se pourrait néanmoins qu'il précise s'ils sont, oui ou non, des Somalis. Pour le Gouvernement, ceci serait d'un intérêt purement académique, car c'est à la communauté elle-même qu'il appartient de décider.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il des observations sur ce point ?

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement poser une question : quels seraient les privilèges de cette communauté ou de ces pétitionnaires s'ils étaient qualifiés d'Asiens ?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Puissance administrante pourrait-il fournir des explications sur ce point ?

Je dois avouer que je ne vois aucun désavantage à classer cette communauté comme indigène. Quel inconvénient en résulterait-il ? Quel avantage y-aurait-il, pour elle, à être classée autrement que comme indigène ?

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Il y a là un problème juridique dont la solution est extrêmement difficile; nos experts ne sont pas d'accord. Je ne crois pas que je doive empêcher les autorités judiciaires de prendre une décision à ce sujet. Il me semble qu'il s'agit avant tout d'une question d'impôts. Cette petite communauté groupe moins de 2.000 personnes qui, elles-mêmes, ne sont pas d'accord entre elles. Certaines d'entre elles, si elles n'étaient pas qualifiées d'indigènes, paieraient une sorte d'impôt alors que d'autres auraient intérêt à n'être pas comptées comme indigènes avant une certaine date afin d'avoir à s'acquitter d'une autre sorte d'impôt.

Je suggère qu'en présence d'un tel imbroglio juridique, le Conseil ferait bien d'attendre les résultats de l'amendement qu'il est proposé d'apporter à la loi du Tanganyika en la matière. Si le Conseil pouvait se déclarer d'accord sur cette façon de faire, je serais heureux de le saisir, à la prochaine session peut-être, ou en tout cas le plus tôt possible, d'un rapport complémentaire établi par le Gouvernement du Tanganyika en ce qui concerne cette question.

M. LIN MUSHENG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le paragraphe 7 de la pétition :

"D'après la religion islamique, il est illégal pour un Musulman et contraire à la religion (Haram) de changer de race et de nationalité et de consentir à se laisser appeler membre du race à laquelle son père n'appartient pas; nous invoquons ce précepte de la loi islamique pour protester contre le fait que l'on nous contraint à changer de race et à nous appeler Somalis ou Africains."

Je crois qu'il y a là une question de fierté raciale et non pas une question de lois.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : En tant que musulman, je ne vois rien dans l'Islam qui corresponde à cela.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je pense que la question sera éclaircie au moment où l'amendement entrera en vigueur. Les intéressés nous diront eux-mêmes ce qu'ils désirent être.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il me paraît que les pétitionnaires éprouvent quelque difficulté en ce qui concerne leur propre position. Je ne désire pas établir plus clairement leur position au sein de ce Conseil. Je crois qu'il vaudrait mieux ajourner l'examen de cette question jusqu'au moment indiqué par le représentant de l'Autorité chargée d'administration. Celui-ci propose de donner au Conseil un peu plus de renseignements sur le problème dont il s'agit. Il me semble qu'entre temps le Conseil désirerait peut-être que l'on demande aux pétitionnaires quelles sont leurs véritables objections, autres que celles d'ordre religieux.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : Je ne vous ai pas très bien compris, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suggérerais que le Conseil accepte la proposition faite par l'Autorité chargée de l'administration. Je me demande si, entre temps, c'est-à-dire avant que l'Administration du Territoire donne au Conseil de plus amples renseignements celui-ci ne voudrait pas que le Secrétaire général demande aux pétitionnaires quelles sont les véritables raisons qui inspirent leur demande, quels inconvénients ils désirent voir disparaître. Je me demande si, entre temps, le Conseil ne voudrait pas répondre aux pétitionnaires, ou s'il ne préférerait pas simplement ajourner l'examen de la question jusqu'à la prochaine session.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : On pourrait informer les pétitionnaires qu'il est proposé d'amender la loi et que le Conseil espère pouvoir se rendre à leurs désirs, tout au moins jusqu'à un certain point, et que, par conséquent, nous devons attendre leur réponse à cette communication.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que ceci est faisable, à moins cependant que cela ne donne aux pétitionnaires l'impression que quelque chose doit être changé en conformité avec leurs désirs, alors que le Conseil ne connaît pas exactement la nature de ceux-ci.

M. RYCKMANS (Belgique) : Il serait prudent, de la part du Conseil, d'essayer de faire préciser ce que les pétitionnaires désirent. Je crois que la réponse que suggère le représentant du Royaume-Uni est satisfaisante : dire à ces gens : "Nous apprenons que des mesures nouvelles vont être prises; nous espérons que ces mesures seront de nature à vous donner satisfaction. Dans le cas contraire, le Conseil est toujours disposé à recevoir vos plaintes, vos doléances." Mais il conviendrait de ne pas essayer de les provoquer à préciser, si, en réalité, ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Qu'on essaye donc cette solution que les Britanniques se proposent de prendre; si les pétitionnaires ne sont pas contents, ils le diront.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai dit que nous ne devrions prendre aucune mesure avant de connaître la volonté réelle des pétitionnaires. Mais il me semble que le représentant de la Belgique a une opinion différente.

M. RYCKMANS (Belgique) (interprétation de l'anglais) : Ils diront que les nègres sont meilleurs que les blancs.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Répondre qu'un amendement à la loi interviendra pour tenir compte de leurs désirs ? Mais nous ne savons pas quels sont ceux-ci. Cela me semble vouloir dire que le Conseil endosse leur pétition.

M. BAKR (Irak) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, nous nous occupons d'un sujet dont nous ne connaissons pas la nature réelle. Il vaut mieux que le Conseil sache quels sont les véritables intérêts du pétitionnaire. En ce qui concerne la question qui a été soulevée par le représentant de la Belgique, je ne crois pas qu'il soit exact que les Asiens se considèrent comme étant supérieurs aux Africains, aux Nègres. Les musulmans se considèrent tous comme égaux. La religion islamique ne fait pas de différence entre les hommes blancs et les hommes de couleur : il n'y a pas de discrimination raciale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il en est ainsi, le Conseil ne demandera pas que la loi soit amendée pour se rendre à leur désir.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est difficile de se rallier à la proposition du représentant du Royaume-Uni. En effet, nous ne savons même pas, en partant de la pétition, ce qu'il y a contre elle. Or, on nous propose de répondre que l'autorité administrante a l'intention de procéder à des modifications législatives qui pourraient donner satisfaction à la requête des pétitionnaires. Comment pouvons-nous répondre de la sorte. Nous ne savons même pas ce que demandent les pétitionnaires. Nous ne savons rien de la nouvelle législation de l'Autorité administrante, mais nous allons répondre que, pour autant que nous le sachions, l'Autorité administrante va modifier sa législation et qu'il sera ainsi accédé à la requête des pétitionnaires. Ce qu'il faut avant tout, et c'est extrêmement important, c'est d'abord préciser ce que veut le pétitionnaire. Ce n'est qu'après que nous déciderons s'il convient de demander à l'Autorité administrante de procéder à des modifications législatives ou si, au contraire, cela n'est pas nécessaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Pour la première fois, je commence à croire que j'interprète exactement à la fois les représentants des Autorités administrantes et ceux des Autorités qui ne sont pas chargées d'administration. Nous pourrions accepter la suggestion du représentant de l'Autorité administrante. A notre prochaine session, il nous remettrait de plus amples informations. Entre temps, nous pourrions répondre aux pétitionnaires que nous désirons savoir avec un peu plus de détails quel est leur désir.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :
 Au paragraphe 2 de la pétition, il est indiqué que ce qu'ils demandent c'est à être classés comme assimilés, comme Asiens et non pas comme indigènes africains. Je ne sais pas pourquoi ils le demandent, mais ils le demandent.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Pourquoi ?

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :
 Je sais ce qu'ils veulent, mais je ne sais pas pourquoi ils le veulent.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de tutelle serait-il d'accord au sujet de la suggestion de la Présidence d'accepter la proposition de l'Autorité administrante tendant à nous donner des informations supplémentaires sur les changements qu'elle se propose d'apporter à la loi. Répondre aux pétitionnaires en leur faisant connaître que, ne sachant pas exactement quelles sont les raisons invoquées en faveur d'une classification au titre d'Asiens, les membres du Conseil désireraient avoir une meilleure information avant de prendre une mesure quelconque, avant d'examiner la pétition de plus près.

Il n'y a pas d'objection ?

Il en est ainsi décidé.

Nous en arrivons à la pétition 21, page 10 du document T/234. Le texte de ce document résume la pétition qui figure au document T/PET.2/60. "

"L'auteur de la pétition, agissant au nom de l'épouse, née britannique d'un citoyen allemand rapatrié, prétend que le transfert à l'épouse des biens du mari, qui avait été promis par le Gouvernement du Tanganyika et dont l'Organisation des Nations Unies avait été avisée, n'a pas été effectué.

(Note : Les observations de la mission de visite se trouvent dans le document T/218/Add.1, page 60)."

La mission de visite ne désire pas présenter d'observation. Elle se contente d'insister sur le fait que le fond de cette communication diffère des prétentions précédemment soumises par Madame Maier au Conseil de tutelle et que ce dernier a examinées. Elle indique que cette nouvelle pétition ne devra pas être considérée comme ayant déjà reçu la suite qu'elle comporte.

Puis-je demander au représentant du Royaume-Uni s'il désire présenter une observation sur ce cas ?

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :
Le Gouvernement du Tanganyika a reconnu le bien-fondé de l'affaire tout en estimant que, en raison de l'ordonnance de disposition des biens allemands 3 (b), il n'est pas possible de redonner cette propriété à Madame Maier, étant donné qu'elle n'était pas propriétaire auparavant. On lui demande si, en raison des changements des circonstances, elle désire toujours obtenir la propriété appartenant à son mari. Si la réponse était affirmative, le Gouvernement du Tanganyika offrirait à Madame Maier la possibilité de résider dans la propriété avant le paiement d'une prime quelconque.

Madame Maier et ses enfants sont entretenus par les soins du Gouvernement.

Les conversations se poursuivent avec le Gouvernement du Tanganyika en ce qui concerne les détails de cet arrangement. Nous attendons la réponse de Madame Maier à l'offre qui lui a été faite. Je ne peux ajouter quoi que ce soit en attendant.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que les observations présentées par Sir Alan Burns fournissent une réponse satisfaisante au pétitionnaire.

Le Conseil a terminé l'examen des pétitions en ce qui concerne les plaintes et requêtes individuelles. Il nous reste pourtant à étudier une pétition de Nauru ainsi qu'une pétition de l'Alliance internationale et politique de Saint-Jean. Les autres pétitions ont plutôt un caractère général. Je demanderai au Secrétaire de classer certains des points que j'ai moi-même indiqués dans cette pétition, afin de permettre au Conseil de procéder à une discussion générale en liaison avec le rapport de la mission de visite.

Il serait trop tard pour commencer la discussion de la pétition de Nauru aujourd'hui. En conséquence, je propose au Conseil de lever la séance.

La prochaine séance aura lieu demain à 14 heures 30.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures 45.